

SEANCE PLENIERE
MERCREDI 14 OCTOBRE 1992

PLENAIRE VERGADERING
WOENSDAG 14 OKTOBER 1992

MATIN

OCHTEND

PRESIDENCE
DE
M. FLAMANT

VOORZITTER :
De heer FLAMANT

La séance est ouverte à 10.04 heures.

De vergadering wordt geopend om 10.04 uur.

De **voorzitter** : De vergadering is geopend.
La séance est ouverte.

BERICHTEN VAN VERHINDERING

EXCUSES

Les membres / de leden

Ducarme, pour obligations de mandat / wegens ambtsplicht ;

Delizée, pour raisons de santé / wegens gezondheidsredenen

Ministres — Membres de la Chambre des Représentants / Ministers — Leden van de Kamer van Volksvertegenwoordigers :

De heer W. Claes, vice-eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken — officiële zending buitenlands / vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères — mission officielle à l'étranger ;

Mevr. M. Smet, minister van Werkstelling en Arbeid — officiële zending buitenlands / ministre de l'Emploi et du Travail — mission officielle à l'étranger ;

M. R. Urbain, ministre du Commerce extérieur et ministre des Affaires européennes — mission officielle à

l'étranger / minister van Buitenlandse Handel en minister van Europese Zaken — officiële zending buitenlands.

INTERPELLATIONS

INTERPELLATIES

Demandes

Verzoeken

Le Bureau a été saisi des demandes d'interpellations de :
Het Bureau heeft interpellatieverzoeken ontvangen van :

— M. Michel au Premier ministre sur „les décisions à prendre en raison de l'avis du Fonds monétaire international”.
(n° 185)

— de heer Michel tot de Eerste minister over „de beslissingen die moeten worden genomen ingevolge het advies van het Internationaal Monetair Fonds”.
(nr. 185)

— Mme Vogels au Premier ministre sur „l'ajustement du budget pour 1993 après la publication des chiffres du Fonds monétaire international et des données concernant l'aggravation de la pauvreté et du chômage”.
(n° 186)

— Mevr. Vogels tot de Eerste minister over „de aanpassing van de begroting 1993 en dit na het bekend worden van de cijfers van het Internationaal Monetair Fonds en de gegevens met betrekking tot de toenemende armoede en werkloosheid”.
(nr. 186)

— M. De Decker au Premier ministre et au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur „les positions du Gouvernement belge en vue du sommet européen de Birmingham”.

(n° 187 — renvoi à la commission des Relations extérieures)

— de heer De Decker tot de Eerste minister en tot de vice-eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken over „de standpunten van de Belgische regering met het oog op de Europese topconferentie van Birmingham”.

(nr. 187 — verzonden naar de commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen)

— M. De Decker au ministre de la Défense nationale sur „l'irréalisme et l'impraticabilité du plan du ministre quant à la restructuration des Forces Armées”.

— de heer De Decker tot de minister van Landsverdediging over „het irrealistische en onuitvoerbare karakter van het plan van de minister in

voorzitter

verband met de herstructurering van de strijdkrachten”.

— M. Van den Eynde au Premier ministre sur „le rapport FMI concernant la Belgique”.

— de heer Van den Eynde tot de Eerste minister over „het IMF-rapport met betrekking tot België”.

WETSONTWERP EN -VOORSTELLEN

PROJET ET PROPOSITIONS DE LOI

De **voorzitter** : Aan de orde is de behandeling van het **wetsontwerp tot wijziging, wat de fusies en splitsingen van vennootschappen betreft, van de wetten op de handelsvennootschappen, gecoördineerd op 30 november 1935.**

L'ordre du jour appelle l'examen du **projet de loi modifiant, en ce qui concerne les fusions et les scissions de sociétés, les lois sur les sociétés commerciales coordonnées le 30 novembre 1935. (491/1 à 7)**

De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking van de artikelen (Rgt. 66, 3°). Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion des articles (Rgt. 66, 3°).

De algemene bespreking is geopend. Vraagt iemand het woord ?

La discussion générale est ouverte. Quelqu'un demande-t-il la parole ?

La parole est à M. Poty, rapporteur.

M. **Poty** (PS), rapporteur : Monsieur le président, madame la ministre, chers collègues, au nom de la commission chargée des problèmes de droit commercial et économique, j'ai l'honneur de vous présenter le projet de loi modifiant, en ce qui concerne les fusions et les scissions de sociétés, les lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935.

L'examen de ce projet de loi avait

déjà été entamé au cours de la précédente législature.

Le 25 juin 1991, au cours de la discussion, le gouvernement a présenté des amendements visant à modifier le Code des impôts sur les revenus. A la demande de notre commission, la commission des Finances a rendu le 10 juillet 1991 un avis sur ces amendements, qui ont toutefois été retirés par la suite.

Frappé de caducité à la suite de la dissolution du parlement le 18 octobre 1991, le projet de loi a été relevé de caducité par la loi du 28 mars 1992 portant diverses dérogations à l'article 1er de la loi du 3 mars 1977 relative aux effets de la dissolution des Chambres législatives à l'égard des projets et propositions de loi antérieurement déposés.

Le 21 avril 1992, la commission a décidé de recommencer entièrement l'examen du projet, qui a dès lors été réexaminé en mai, juin et juillet derniers.

Ce projet extrêmement technique a nécessité un rapport écrit particulièrement long. Aussi, je me limiterai à vous en présenter l'essentiel vous invitant dès à présent à la lecture de mon rapport écrit pour plus d'informations et réponses à nos légitimes questions.

Le ministre a tenu à rappeler la définition de la notion de la fusion et de la scission de sociétés.

Le projet de loi qui est soumis au Parlement a pour objectif essentiel d'adapter notre législation nationale à deux directives du Conseil des Communautés européennes portant respectivement sur les fusions et les scissions des sociétés anonymes.

Ainsi, le projet de loi modifie, en ce qui concerne les fusions et les scissions des sociétés, les lois sur les sociétés commerciales coordonnées le 30 novembre 1935.

En droit belge actuel, ni la fusion de sociétés, ni la scission de sociétés ne sont réglementées. Les opérations peuvent toutefois être réalisées et se

virent d'ailleurs reconnues sur le plan fiscal ou dans certaines réglementations particulières.

Ainsi, en vertu de l'article 4 de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs, toute fusion de banques est, à peine de nullité, subordonnée à l'autorisation de la Commission bancaire et financière. La fusion dans le domaine des entreprises d'assurance fait aussi l'objet d'un contrôle, à l'initiative de l'Office de Contrôle des Assurances, dans le cadre de l'article 27 de la loi du 9 juillet 1975 sur le contrôle des entreprises d'assurance.

Le projet du gouvernement règle la problématique des fusions et scissions en distinguant ces deux types d'hypothèses :

1. la fusion par absorption ou par constitution d'une société nouvelle.

La fusion par absorption est l'opération par laquelle une ou plusieurs sociétés transfèrent à une autre société, par suite d'une dissolution sans liquidation, l'intégralité de leur patrimoine, activement et passivement, moyennant l'attribution à leurs actionnaires ou à leurs associés d'actions ou de parts de la société absorbante et le cas échéant d'une soulte en espèces, ne dépassant pas 20 % de la valeur nominale des actions ou parts attribuées, ou à défaut de valeur nominale, de leur pair comptable.

De cette définition, il résulte que les caractéristiques de la fusion par absorption sont au nombre de quatre :

a) l'existence préalable de deux ou plusieurs sociétés ;

b) le transfert de l'ensemble du patrimoine, activement ou passivement, de la ou des sociétés absorbées à la société absorbante ;

c) la dissolution sans liquidation de la ou des sociétés absorbées ;

d) l'attribution aux actionnaires ou associés de la ou des sociétés absorbées d'actions ou de parts de la so-

Poty

ciété absorbante et éventuellement d'une soulte en espèces ne dépassant pas un pourcentage déterminé, à savoir 20 %.

Les quatre caractéristiques de la fusion par absorption sont importantes dans la mesure où la fusion comporte des effets spécifiques et aura à terme un régime fiscal adéquat.

2. La fusion par constitution d'une nouvelle société est l'opération par laquelle plusieurs sociétés transfèrent à une nouvelle société qu'elles constituent, par suite de leur dissolution sans liquidation, l'intégralité de leur patrimoine, activement ou passivement, moyennant l'attribution à leurs actionnaires ou à leurs associés, d'actions ou de parts de la nouvelle société et le cas échéant, d'une soulte en espèces ne dépassant pas 20 % de la valeur nominale ou à défaut, de leur pair comptable.

Le deuxième volet du projet de loi concerne la scission par absorption ou par constitution de sociétés nouvelles.

On distinguera :

1) La scission par absorption.

Le projet donne donc à l'opération de scission par absorption, à l'instar de la fusion, des caractéristiques propres qui sont au nombre de quatre :

- existence préalable de deux ou plusieurs sociétés ;
- transfert de la totalité du patrimoine à des sociétés existantes ;
- dissolution sans liquidation de la société scindée ;
- rétribution aux associés de la société scindée par des actions et le cas échéant par une soulte déterminée qui ne peut être supérieure à 20 %.

2) La scission par constitution de nouvelles sociétés.

Le troisième volet concerne les aspects procéduraux et formels de la fusion.

Plusieurs aspects liés à la probléma-

tique des fusions seront examinés et notamment les points suivants :

- conditions de validité de l'opération de fusion ;
- effets de la fusion ;
- le transfert des créances, des dettes et des contrats dans les fusions des sociétés ;
- régime de la responsabilité ;
- le régime de la nullité.

En conclusion, le projet de loi modifiant les lois coordonnées sur les sociétés commerciales, en ce qui concerne les fusions et scissions de sociétés instaure une nouveauté en droit positif belge : lesdites opérations ne doivent plus être conclues dans le cadre d'une liquidation mais dans l'esprit d'une continuation de l'esprit social fusionné, scindé ou absorbé au sein de la nouvelle société qui en constitue l'ayant droit.

Fiscalement, la disposition de l'article 124 s'intègre dans la logique des articles 16 et suivants, relatifs aux dissolutions et liquidations.

Dans la discussion générale de nombreux problèmes furent abordés. Deux d'entre eux feront l'objet de longues discussions et échanges de vues.

Le premier concerne les contrats conclus *intuitu personae* en raison de la qualité de la personne du cocontractant.

L'intervenant peut difficilement accepter que ces contrats soient transférés en même temps que le patrimoine contre la volonté d'une des parties aux contrats. La personne du cocontractant constituait en effet un élément essentiel du contrat. Un tel transfert automatique sera source d'insécurité juridique.

Concrètement, des problèmes se poseront surtout dans les sociétés de personnes, et notamment dans les coopératives, où la personne de l'associé a une importance capitale pour l'établissement du contrat de société, et plus particulièrement encore dans les petites sociétés.

Un cas particulier concerne les personnes morales de droit public. Peut-on s'imaginer qu'une autorité se voit imposer, au sein par exemple d'une intercommunale mixte, un partenaire privé parce que la société avec laquelle elle avait initialement conclu un contrat, est absorbée dans le cadre d'une opération de fusion ? L'intervenant estime que cette autorité doit pouvoir, en toutes circonstances, choisir elle-même ses partenaires, et ce dans l'intérêt général.

Le vice-premier ministre répond que la transmission de plein droit de l'ensemble du patrimoine de la société absorbée ou scindée constitue une caractéristique essentielle de la fusion ou de la scission. Les troisième et sixième directives européennes n'autorisent aucune dérogation à ce principe.

Le vice-premier ministre fait également observer que les directives ne concernent pas seulement les sociétés anonymes, mais également des sociétés constituées sous une autre forme juridique et qu'elles ne font pas de distinction entre les sociétés de personnes et les sociétés de capitaux. Cette distinction est d'ailleurs très relative et elle n'est pas toujours très claire.

Les directives ne distinguent pas non plus les personnes morales de droit public des autres personnes. On ne peut donc prévoir aucune réglementation dérogatoire dans ce domaine ; ce serait créer discrimination.

Enfin, il faut également savoir que si, pour certaines sociétés, le transfert du patrimoine n'inclut pas tous les contrats, le transfert des contrats autres que les contrats *intuitu personae* n'aura pas non plus, pour ces sociétés, les mêmes conséquences juridiques, étant donné qu'il n'y aura pas de transfert de l'intégralité du patrimoine.

Le président ainsi que plusieurs membres insistent auprès du vice-premier ministre pour qu'une solution adéquate soit trouvée à ce problème. Il ne suffit pas, à cet égard, de renvoyer simplement aux directives.

Poty

Le second objet de la longue discussion a trait aux missions et compétences des réviseurs d'entreprises et des experts comptables.

Un membre aborde la question des amendements visant à permettre qu'en cas de fusion ou de scission d'une société, le rapport de contrôle puisse également être établi, sans qu'intervienne un commissaire-réviseur, par un expert comptable inscrit au tableau des experts comptables externes de l'Institut des Experts-comptables et pas seulement par un réviseur d'entreprises.

L'intervenant propose que l'on procède, avant d'examiner ces amendements, à l'audition de représentants des catégories professionnelles concernées ainsi qu'à celle du président du Conseil supérieur du Révisorat d'Entreprises, l'organe consultatif indépendant compétent en la matière.

La commission décide à l'unanimité de procéder à l'audition des présidents du Conseil de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises, du Conseil de l'Institut des Experts-comptables, du Conseil supérieur du Révisorat d'Entreprises et de la Commission bancaire et financière avant de poursuivre la discussion générale.

Sur la proposition du vice-premier ministre, le président de la Commission bancaire et financière est également invité en qualité d'expert indépendant.

La commission a donc consacré une séance complète à l'audition de ces personnes. Je vous invite à découvrir leurs interventions dans mon rapport écrit.

Lors de la discussion des articles, la commission prend connaissance de la remarque du ministre des Finances déclarant que les amendements tendant à modifier le Code des impôts sur les revenus, qui ont été présentés au projet au cours de la session précédente, sont retirés.

Les amendements en question ne

peuvent être maintenus tels quels, et ce pour des raisons se rapportant à la forme et au contenu.

De nombreux amendements sont présentés par le gouvernement et les membres de la commission. L'amendement déposé par M. De Clerck ouvre une longue discussion. Il s'agit d'ajouter les experts-comptables externes à la liste des personnes pouvant prétendre à des émoluments. Cet amendement s'inscrit dans la ligne des amendements n° 16 à 21 présentés aux articles suivants, qui prévoient que dans les sociétés où il n'y a pas de commissaire-réviseur, le rapport écrit sur le projet de fusion, peut être établi non seulement par un réviseur d'entreprises, mais aussi par un expert-comptable inscrit au tableau des experts-comptables externes de l'Institut des Experts-comptables.

Sur proposition du vice-premier ministre, la présidence de la commission requiert le 2 juin l'avis du Conseil supérieur du Révisorat d'Entreprises.

En ce qui concerne les amendements de M. De Clerck, le vice-premier ministre propose à la commission de demander à bref délai l'avis du Conseil supérieur du Révisorat d'Entreprises.

La commission marque son accord sur cette proposition.

Le 2 juin 1992, le président de la commission a demandé l'avis du Conseil supérieur du Révisorat d'Entreprises sur les amendements de M. De Clerck.

Il en découle que l'élargissement des compétences du Conseil supérieur à la profession d'expert-comptable constitue une condition *sine qua non* si le législateur veut s'engager plus avant dans la voie qu'il a choisie.

J'en arrive à la discussion de l'avis du Conseil supérieur du Révisorat d'Entreprises.

De l'avis rendu le 25 juin 1992, il apparaît que le Conseil supérieur arrive à la conclusion que si la recon-

naissance de missions de contrôle en cas de transformation et de suppression du droit de préférence à l'expert-comptable externe dans les petites et moyennes entreprises a été fondée, la logique commande d'étendre cette approche aux missions en cas de fusion ou d'apport en nature.

Le Conseil supérieur estime que si les réviseurs d'entreprises et les experts-comptables externes se voient confier la même mission légale de contrôle, ils doivent être soumis aux mêmes normes déontologiques. Le Conseil supérieur propose dès lors que sa compétence soit étendue aux experts-comptables, ce qui assurerait l'uniformité des règles déontologiques et des normes de contrôle.

C'est pourquoi le Conseil supérieur propose de modifier l'article 101 de la loi du 21 février 1985 relative à la réforme du révisorat d'entreprises.

L'amendement n° 15 de M. De Clerck est adopté à l'unanimité. L'article 174/2, ainsi modifié, est également adopté à l'unanimité.

Les amendements de M. Eerdeken visant les contrats *intuitu personae* font l'objet d'un long échange de vues. Après avis du vice-premier ministre, les amendements sont retirés ; le vice-premier ministre se déclare disposé à rechercher, avec la commission, une solution aux problèmes soulevés par les amendements de M. Eerdeken, à l'occasion des modifications qui devront être apportées à la loi du 18 juillet 1991 modifiant les lois sur les sociétés commerciales coordonnées le 30 novembre 1935 dans le cadre de l'organisation transparente du marché des entreprises et des offres publiques d'acquisition.

A l'exception de deux amendements adoptés à la majorité simple, tous les autres sont adoptés à l'unanimité des membres présents.

Le projet de loi ainsi modifié est alors adopté à l'unanimité.

Monsieur le président, messieurs les ministres, chers collègues, avant de

Poty

clôturer mon exposé, je tiens particulièrement à remercier chaleureusement la présidente de la commission, le secrétaire de la commission ainsi que toutes les personnes qui m'ont aidé à la rédaction de ce rapport.

Le **président** : La parole est à M. Knoops.

M. **Knoops** (PRL) : Monsieur le président, monsieur le vice-premier ministre, chers collègues, je voudrais d'abord remercier notre jeune rapporteur M. Poty qui — certains diraient dans cette assemblée „bien que de Charleroi” — a fait, me semble-t-il, un excellent rapport des débats que nous avons eus en commission. C'était certainement son maiden-report, même s'il ne s'agissait pas de son maiden-report, même s'il ne s'agissait pas de son *maiden-speech*.

Monsieur le vice-premier ministre, je regrette que Mme Onkelinx, qui semblait représenter le gouvernement, ait dû quitter la séance plénière pour assister à des travaux en commission. Il aurait sans doute été piquant qu'elle eût à défendre les positions prises en commission sur les contrats *intuitu personae*, encore que — j'en suis certain — la discipline gouvernementale l'aura fait changer d'avis entre-temps.

Je tiens quand même à la féliciter pour ses excellentes interventions, en commission, lors de la précédente législature.

M. **Wathelet**, vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Affaires économiques : Le départ de Mme Onkelinx est dû au fait que l'on a généralement l'habitude de discuter des projets ayant trait à la Justice en même temps en séance plénière et en Commission de la Justice. Mme Onkelinx est pour le moment en Commission de la Justice. Mais pour vous plaire, elle reviendra en séance plénière dès que nous en aurons terminé avec ce sujet.

M. **Knoops** (PRL) : Je vous remer-

cie de ces précisions dont je ne doutais pas.

Le projet actuel qui est un projet technique aurait dû, me semble-t-il, être présenté et surtout voté beaucoup plus tôt. Nous devons nous interroger sur la lenteur avec laquelle un pays comme le nôtre, qui se déclare et qui est je crois profondément européen, transpose en lois nationales des directives européennes ; directives datant de 1978 pour l'une et de 1982 pour l'autre.

Certes, ce projet contient un peu plus puisque les directives européennes ne s'appliquaient qu'aux sociétés anonymes alors que ce projet de loi vise l'ensemble des sociétés. Cela étant dit, l'excuse me paraît faible, voire non valable puisque c'est surtout en matière de sociétés anonymes que se posent ces problèmes de scission et surtout de fusion.

En ce qui concerne le volet fiscal, nous restons dans l'expectative. Je crains qu'on ne rencontre, dans ce domaine, des difficultés juridiques dans les prochains mois, sinon dans les prochaines années si l'on applique avec la même lenteur la directive européenne de 1990.

J'en arrive aux contrats *intuitu personae*. La solution retenue me semble la bonne. Le fait d'exclure ces contrats de façon absolue aurait représenté un danger sur le plan de la sécurité juridique. Cela aurait certainement entraîné des procès supplémentaires. Or, dans l'état actuel de notre justice et du retard judiciaire — et sans vouloir remuer le couteau dans la plaie — c'était quelque chose qu'il ne fallait sûrement pas faire.

Le projet a prévu que les experts-comptables — dans les sociétés sans réviseur d'entreprise — pouvaient remplir le rôle qui, dans le projet, était limité au départ aux réviseurs. Cette solution me semble valable. A cet égard, les interventions en commission, à titre d'experts, du président de l'Institut des Réviseurs et de son prédécesseur, du président de l'Institut des Experts-comptables et de son prédécesseur, ainsi que de M. Duplat, président de la Commission

bancaire, ont éclairé la commission. Elles figurent au rapport et constituent certainement des éléments intéressants quant à la future législation nécessaire en la matière. En effet, nous sommes occupés à modifier, par petites touches, ce système de certification de documents, d'actes commerciaux, d'évaluation d'apports en nature. Je pense que ce n'est pas la bonne façon de légiférer mais nous sommes toujours pris par l'urgence. Il est plus que temps, monsieur le vice-premier ministre, de déposer un projet de loi pour adapter toute cette législation, notamment — comme l'ont bien dit les intervenants dans ce domaine précis — pour que les contrôles auxquels sont soumis tant les réviseurs que les experts-comptables qui procéderont aux certifications demandées dans la future loi soient exercés par le même organisme.

Après ces quelques remarques, je répète que nous considérons qu'il s'agit d'un projet technique, ce qui ne diminue nullement son importance. Nous regrettons qu'il ait été déposé avec tant de retard par le gouvernement et que, suite aux vicissitudes de la vie politique, il soit voté si tardivement. Mais mieux vaut tard que jamais ! Je pense que la Chambre votera ce projet à l'unanimité comme ce fut le cas en commission.

Pour conclure, nous souhaitons que la Haute assemblée le votera rapidement aussi. Certains en doutent peut-être. J'espère néanmoins que le gouvernement n'éludera pas ses responsabilités : l'exécutif doit être un moteur qui accélère le travail législatif. J'espère que ses membres s'y emploieront, vu son caractère indispensable.

Le groupe PRL votera donc ce projet.

Le **président** : La parole est à M. Thissen.

M. **Thissen** (PSC) : Monsieur le président, monsieur le ministre, chers collègues, la fusion et la scis-

Thissen

sion de sociétés n'étaient jusqu'à présent pas réglementées en droit belge. De telles opérations étaient fondées sur les mécanismes classiques du droit civil et du droit commercial.

Le projet qui est soumis à notre approbation comble cette lacune et je m'en félicite.

Ce texte, basé sur les directives européennes prises en la matière, dépasse toutefois le cadre fixé par les directives pour englober dans son champ d'application toutes les sociétés et non pas seulement les sociétés anonymes.

Les discussions longues et fructueuses en commission nous ont permis de clarifier et d'amender le texte afin qu'il corresponde mieux à la pratique commerciale et comptable belge.

J'aimerais m'attarder, ici, sur trois thèmes particulièrement importants.

1. Contrats *intuitu personae*.

Les effets d'une fusion de sociétés peuvent-ils être amenuisés par l'existence de contrats *intuitu personae* ? La réponse à cette question longuement débattue en commission se trouve partiellement dans le projet. En effet, aucune disposition n'interdit les clauses d'incessibilité. Dès lors, le caractère *intuitu personae* se trouve protégé.

Nous croyons, toutefois, qu'une réponse plus complète au problème des contrats *intuitu personae* conclus par une personne morale de droit public et une société commerciale ne pourra être dégagée que si notre pays adopte une législation permettant de cerner le phénomène de la „personne morale de droit public“.

En dehors de ce cadre, nous ne pouvons espérer au mieux que de donner des réponses incomplètes, mais nous n'aurons jamais une sécurité juridique totale.

2. La problématique des réviseurs d'entreprises et des experts-comptables.

L'octroi de missions légales aux réviseurs d'entreprises et aux experts-comptables dans le cadre de fusions de sociétés a suscité une discussion importante en commission, dépassant le cadre strict du projet de loi soumis à notre approbation.

Cette discussion nous a donné l'occasion de mieux appréhender cette large problématique en permettant aux milieux concernés de nous faire part de leur avis.

Il est très vite apparu que les liens entre la profession de réviseur d'entreprises et celle d'expert-comptable sont intimement étroits ; qu'il s'impose, dès lors, de ne pas les séparer par des cloisons étanches.

Ces deux professions ont pour nous un rôle important à jouer et une synergie mutuelle à développer dans l'élaboration des normes de révision.

Nous pensons, dès lors, qu'il s'impose de s'orienter vers une réforme de la loi de 1985 et ce dans une perspective globale intégrant le contexte européen et international.

En l'attente de cette réforme, nous avons soutenu et défendu que, dès à présent, l'expert-comptable puisse intervenir dans le cadre des opérations de fusion.

Mais nous croyons, afin d'être logique avec les amendements acceptés en commission, qu'il convient, dans les plus brefs délais, de permettre aux experts-comptables d'intervenir pour les apports et quasi-apports.

Nous plaçons pour qu'un texte de loi, recueillant la plus grande adhésion possible, puisse être voté ici-même très bientôt.

3. Composition du Conseil supérieur du Revisorat.

La composition du Conseil supérieur du Revisorat a été revue pour tenir compte des petites et moyennes entreprises.

Une telle modification est la suite logique des missions supplémentaires confiées à l'expert-comptable. Les missions légales de contrôle et

de certification des comptes concernant, en effet, de plus en plus les PME. Il s'imposerait, dès lors, d'assurer leur représentation au niveau du Conseil du Revisorat.

Les travaux en commission ont permis d'améliorer de manière sensible le texte qui nous était soumis. Nous nous en félicitons.

Deux questions importantes restent toutefois encore à résoudre :

1. Le problème de la mission des experts-comptables pour les apports et quasi-apports.

2. Le volet fiscal de cette loi.

Ce volet avait été déposé et approuvé par notre Commission sous la législature précédente mais le changement de législature l'a fait disparaître. Notre groupe attend impatiemment les mesures fiscales accompagnant la loi en projet.

Notre groupe votera ce projet de loi que nous considérons comme très important.

De **voorzitter** : Mevrouw Merckx heeft het woord.

Mevrouw **Merckx-Van Goeij** (CVP) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, collega's, mijn betoog zal kort zijn.

Wij hebben in de commissie voor Handels- en Economisch recht tien vergaderingen gewijd aan de bespreking van dit wetsontwerp. Ik dien er wel aan toe te voegen dat vier vergaderingen plaatsvonden tijdens de vorige legislatuur en dus onder voorzitterschap van de heer Coveliërs. Wij hebben in onze commissievergaderingen de discussie dus *ab initio* hervat. Dat de bespreking van dit wetsontwerp, dat in essentie twee Europese richtlijnen moet omzetten, vandaag in plenaire vergadering wordt voorgelegd is het gevolg van lange besprekingen in de commissie.

De ene richtlijn dateert van 1978 en de andere van 1982. Op 1 januari 1986 moest de omzetting worden gerealiseerd. Vandaag gebeurt de bespreking ervan in plenaire vergadering.

Merckx-Van Goey

Het ontwerp regelt de omzetting, doch het is zeker niet volledig. Uit het uitstekend verslag van de heer Poty, waarvoor ik hem dank, blijkt immers dat bij voorbeeld de fiscaal rechterlijke regeling nog steeds wordt behandeld door een werkgroep van de regering. Een ander belangrijk punt, met name de inbreng van een tak van het bedrijf, werd in het ontwerp nog steeds niet opgenomen.

Het gaat hier dus om een eigenaardige situatie : enerzijds beschikken wij wel over een afgehandeld ontwerp, waarvan bepaalde punten ervan later zullen moeten worden aangepast ; anderzijds is er de mogelijkheid dat het wetsontwerp verder wordt afgehandeld, en zowel in de Kamer als in de Senaat ten spoedigste wordt goedgekeurd, waarvoor de vorige sprekers trouwens pleitten.

Indien wij hiervoor opteren, dan is dat om de schade of de schande — ik laat dit in het midden — te vermijden dat zelfs 15 jaar niet volstonden om een richtlijn om te zetten. Het is inderdaad van praktisch belang dat dit wetsontwerp zou worden goedgekeurd, zodat Belgische vennootschappen niet meer zouden verplicht zijn om bij fusie of splitsing via een vereffening te werken. Een belangrijke kanttekening bij deze regeling is dat wij ons niet zouden beperken tot de naamloze vennootschappen.

Het verheugt ons bijzonder dat de commissie akkoord ging om verder te gaan in de richting van de wetten van 18 en 20 juli in verband met het vennootschapsrecht. De externe accountant wordt erkend als de geschikte economische raadsman van de KMO. Hij is dan ook de geschikte persoon om in het kader van een fusie de nodige onafhankelijke opinie te vertolken. Hieromtrent — en dit blijkt ook uit het verslag — hebben wij een uitgebreide hoorzitting gehouden en de verschillende betrokkenen gecontacteerd. Dank zij de hoorzitting die in onze commissie werd georganiseerd zijn wij erin ge-

slaagd, mede op voorstel van de Hoge Raad voor het Bedrijfsrevisoraat, op een gefundeerde wijze te amenderen en de externe accountant de mogelijkheid te bieden uit te groeien tot de raadsman bij uitstek van de KMO. Hij staat nog dichtbij de KMO en er zijn nog veel onafhankelijke accountants beschikbaar. Wij hebben zelfs de bevoegdheid van de Hoge Raad voor het Bedrijfsrevisoraat, terdege aangepast en uitgebreid, tot het houden van toezicht op de accountants, wat tot nu toe niet het geval was.

Met dit ontwerp is de aanpassing van ons vennootschapsrecht echter nog niet voltooid. Uitgaande van de commissie voor het Handelsrecht hebben wij een werkgroep opgericht. Inderdaad, wij wensen niet enkel af te wachten tot de regering motor wordt voor wijzigingen van een wetgeving, maar wij willen leemten in de gecoördineerde wetten op vennootschappen ook vanuit de Kamer aanpassen en commentariëren.

Wat de goedgekeurde tekst betreft willen wij — en ik richt mij in het bijzonder tot de commissieleden — perfect werk leveren. In dat opzicht zouden wij nog twee à drie amendementen moeten bespreken vooraleer het wetsontwerp te kunnen aanvaarden en door te zenden naar de Senaat.

Ik neem aan dat, indien wij amendementen zouden indienen, een beperkte bespreking ter zake in de commissie mogelijk is. Moet ik er nog aan herinneren dat, ondanks de ettelijke vergaderingen gewijd aan dit ontwerp en de hulp van vele deskundigen, de commissie er niet is in geslaagd de bepaling dat de vennootschappen hoofdelijk verantwoordelijk worden voor alle verplichtingen die rusten op de gesplitste vennootschap, in het ontwerp in te schrijven met het oog op het voorkomen van eventuele misbruiken bij de splitsingsformule. Het antwoord van de minister hier in plenaire vergadering zal bepalen of wij dienaangaande amendementen indienen.

Hoewel het om drie technische pun-

ten gaat, kan een bepaling inzake de hoofdelijke aansprakelijkheid voor verplichtingen van de gesplitste vennootschap niet sluiks, na goedkeuring van het ontwerp in de commissie, aan de tekst worden toegevoegd. Over dit aspect moeten de commissieleden met kennis van zaken debatteren.

De commissie voor het Handelsrecht zal zich binnenkort uiteraard ook over andere punten buigen, onder meer over de omzetting van de richtlijn in verband met de bijkantoren en deze betreffende de eenpersoonsvennootschap van 1989 zodat de ontwerpen dienaangaande snel in het plenum kunnen worden behandeld.

De commissieleden hebben bewust ervoor gekozen het gemotiveerde tegenvoorstel van de administratie van justitie dat als amendement werd ingediend op het voorstel van de heer De Clerck — de verslaggever is uitgebreid op dit punt ingegaan — later, vanaf volgende vrijdag, los van het ontwerp te bespreken om de verdere afhandeling van dat laatste niet te hinderen.

Daarenboven zijn volgens commentaren in juridische tijdschriften enkele verbeteringen aan de vennootschapswetten van 18 en 20 juli 1991 die enerzijds in de programmawet en anderzijds na lange voorbereidingen in de Senaat werden gewijzigd, nodig. Wij nemen ons voor daar snel werk van te maken.

Het ligt voor de hand dat ook een fiscale regeling in geval van fusie, belangrijk voor de staatskas en voor de geloofwaardigheid van de wetgever, moet worden uitgewerkt.

Tenslotte zou ik graag van de minister vernemen — in de commissie werd daaraan te weinig aandacht besteed — hoe bij splitsing van vennootschappen zal worden gesanctioneerd indien de betrokkenen verplichtingen niet nakomen. Dit is inderdaad een probleem van de hoofdelijke aansprakelijkheid. Hoe zullen de goede activa in kolom A en de slechte in B worden ondergebracht ?

Merckx-Van Goey

Wanneer de vennootschap na twee jaar failliet gaat, welk verhaal heeft de schuldeiser dan ? Is er geen nood aan een algemene regel die vennootschappen, ontstaan uit een splitsing, hoofdelijk aansprakelijk stelt voor de verbintenissen van de uitgesplitste vennootschap ?

Is deze wet, 3b van de richtlijn, wel conform omgezet ? Hierbij verwijst ik uitdrukkelijk naar de mogelijkheid om hieromtrent een amendement in de plenaire vergadering te bespreken, zij het bij de artikelsgewijze bespreking.

Als voorzitter van de commissie Handels- en Economisch Recht, wens ik te zeggen dat wij, wetende dat de fusie en de splitsing van vennootschappen een zo belangrijke aangelegenheid is, van de omzetting van deze twee richtlijnen dringend werk moeten maken. Wij hebben dit in de commissie gepoogd en wij zouden dit eveneens aan de plenumvergadering willen voorleggen. Tevens wensen wij dat er goed werk wordt geleverd. Daarom wachten wij tot de minister ons ter zake een antwoord zal geven.

De voorzitter : De heer De Vlieghe heeft het woord.

De heer De Vlieghe (ECOLOGALEV) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, collega's, ik zal uiterst bondig zijn. Dit is een ontwerp waaraan wij in de commissie, bij gebrek aan mankracht, niet hebben kunnen meewerken. Bovendien gaat het om een thema dat niet het onze is.

Wij delen immers zeer weinig het vrijwel algemeen gevoelen dat de internationalisering van de economie een onverdeelde zegen is. Wij stellen vast dat een ganse reeks problemen van onze samenleving samenhangt met deze snel groeiende internationalisering. Wij staan dus helemaal niet achter de ideologie dat dit zo veel mogelijk moet worden bevorderd.

Dit gezegd zijnde, is de internationalisering een feit en is het huidige ontwerp een noodzaak. Vanuit deze context, die niet de onze is, stellen wij vast dat de in dit ontwerp vervatte regeling tot stand moest komen. Collega Merckx heeft er trouwens op gewezen dat dit reeds jaren geleden had moeten geregeld zijn.

Vandaag stellen wij vast dat dit ontwerp beantwoordt aan reële noden en dat het op een correcte manier oplossingen biedt. Daarom kunnen wij, mits het voorbehoud dat ik zo even heb gemaakt, dit ontwerp steunen.

M. Wathelet, ministre : Monsieur le président, mes chers collègues, je voudrais tout d'abord m'associer aux remerciements qui ont été adressés à la présidente de la commission, à M. le rapporteur et aux membres de la commission pour le travail réalisé à l'occasion d'un projet qui a été déposé tardivement mais qui n'en reste pas moins très technique et très compliqué. Je souhaite adresser également des remerciements à mes collaborateurs puisque la commission a bien voulu que ce projet soit traité en mon absence. J'étais absent en raison du chevauchement de mes nombreuses obligations parlementaires.

Un des éléments qui avait déjà retenu tout particulièrement notre attention sous la précédente législature est le problème de l'*intuitu personae*. Je crois que nous avons trouvé une bonne solution à la problématique de l'*intuitu personae* en cas de fusion ou de scission par le biais d'une modification des réglementations relatives aux clauses d'agrément et de préemption. C'est dans cette direction que nous devons travailler. C'est de cette façon que je donne suite au débat qui a eu lieu en commission et à la question posée par le rapporteur.

Je ne fais pas d'objection de fond quant aux trois amendements évoqués par Mme Merckx, à savoir à l'article 174/4, 174/6 et 174/38. Ces amendements pourraient améliorer

le texte, surtout dans un sens pédagogique et de précision. Je ne pense pas, par contre, qu'ils soient indispensables pour que le projet tienne par lui-même. Je raisonnerai donc en prenant en compte les priorités d'intérêt. La plus grande priorité, c'est l'urgence. Il faut donc faire voter ce texte par la Chambre pour que je puisse, à la demande d'ailleurs de différents groupes, le faire voter le plus vite possible par le Sénat. Nous n'avons déjà que trop de retard. Nous pourrions également — et là, monsieur le président, c'est à vous de bien vouloir consulter l'assemblée — adopter en séance plénière ces trois amendements qui seraient déposés par la présidente de la commission et le rapporteur, par exemple. Si l'assemblée était d'accord d'adopter ces trois amendements essentiellement techniques, parfois même pédagogiques, je n'y verrais pas d'objection.

J'avais pensé pour que le travail soit correct — et j'en ai parlé à M. De Clerck — faire un retour en commission mais j'estime que ce serait une perte de temps inutile, les amendements étant, me semble-t-il, essentiellement techniques.

L'amendement à l'article 174/6 consiste à dire que l'article 33 bis n'est pas d'application en cas de fusion, c'est-à-dire qu'il n'y aura pas à la fois un rapport exigé sur base de la loi sur les sociétés et un rapport exigé sur base de la loi fusion-scission. Je crois donc que l'on pourrait se passer de cet amendement même s'il apporte quelque chose de plus. En effet, il n'est pas envisageable que la pratique exige deux rapports dans le cadre d'une émission sous le pair comptable. En ce qui concerne l'amendement à l'article 174/4, nous pourrions fort bien atteindre son objectif en modifiant l'arrêté royal relatif au compte annuel des entreprises.

Mais cela ne me gêne pas de l'insérer dans la loi. Au contraire, cela apporte une précision importante.

Le troisième amendement, concernant l'article 174/38 relatif à la res-

Wathelet

ponsabilité des administrateurs, n'est pas indispensable puisque la responsabilité générale des administrateurs, telle que prévue à l'article 62 des lois sur les sociétés, est d'application dans le cas même d'une scission de société. Par conséquent, cet amendement est intéressant à titre pédagogique, mais sa non-adoption n'enlèverait rien au fait que l'article 62 prévoit la responsabilité, de manière générale, des administrateurs pour faute de gestion.

Ceci dit, si ces trois amendements sont adoptés, je crois que le texte en serait amélioré. Ne serait-il dès lors pas possible, mes chers collègues, de concilier l'objectif essentiel de l'urgence avec l'objectif de perfectionnement du texte sur ces trois points en adoptant ces amendements en séance plénière ? Cela nous permettrait d'éviter un retour en commission et une perte de temps de plusieurs semaines. Voilà la proposition que je voulais vous faire.

Le président : Dans ce cas, ces amendements doivent être distribués puisque les membres n'en ont pas encore connaissance.

De algemene bespreking is gesloten. Wij vatten de artikelsgewijze bespreking aan.

La discussion générale est close. Nous passons à la discussion des articles. (491/6)

A l'article 1, les amendements n°s 63 et 65 ont été déposés par Mme Merckx (n° 491/8)
Bij artikel 1 werden de amendementen nr. 63 en 65 ingediend door mevrouw Merckx (nr. 491/8)

Quelqu'un demande-t-il la parole ? (Non)

Vraagt iemand het woord ? (Nee)

Deze amendementen en artikel 1 worden aangehouden.

Ces amendements et l'article 1 sont réservés.

Bij artikel 2 werd een amendement nr. 64 ingediend door mevrouw Merckx-Van Goey (nr. 491/8)

A l'article 2, un amendement n° 64 a

été déposé par Mme Merckx-Van Goey (n° 491/8)

L'amendement et l'article 2 sont réservés.

Het amendement en artikel 2 worden aangehouden.

Les articles 3 à 19 sont adoptés article par article.

De artikelen 3 tot 19 worden artikel per artikel aangenomen.

La discussion des articles est close. Les votes auront lieu ultérieurement.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemmingen zullen later plaatshebben.

De voorzitter : Aan de orde is de behandeling van het **wetsvoorstel van de heer Breyne tot wijziging van de wet van 9 juli 1971 tot regeling van de woningbouw en de verkoop van de te bouwen of in aanbouw zijnde woningen**

L'ordre du jour appelle l'examen de la **proposition de loi de M. Breyne modifiant la loi du 9 juillet 1971 réglementant la construction d'habitations et la vente d'habitations à construire ou en voie de construction. (22/1 à 6)**

De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking van de artikelen (Rgt 66, 3°).

Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion des articles (Rgt 66, 3°).

De algemene bespreking is geopend. Vraagt iemand het woord ?

La discussion générale est ouverte. Quelqu'un demande-t-il la parole ?

De heer Van Looy, rapporteur, heeft het woord.

De heer Van Looy (CVP), rapporteur : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, waarde collega's, graag breng ik u verslag uit over de bespreking in de commissie van het wetsvoorstel van collega Paul Breyne tot aanpassing van de wet Breyne. (ook een oud-minister doch geen familie)

Het wetsvoorstel werd tijdens vijf commissievergaderingen besproken.

De reglementering ingesteld door de wet van 9 juli 1971 regelt de woningbouw en de verkoop van te bouwen of in aanbouw zijnde woningen. Ze bevat een aantal bepalingen die tot doel hebben de klant te beschermen door onder meer de schriftelijke overeenkomst, een maximumplafond voor voorschotten, specifieke voorwaarden met betrekking tot de oplevering enzovoort. Algemeen is het dus een erg technische wet. Toch bleek tijdens de bespreking het enorme belang van deze wet voor vele kandidaat-kopers.

De regering gaf de commissie een grondige doorlichting van het wetsvoorstel door de administratie en door de directe betrokkenen, voornamelijk de bouwsector en notarissen. Op basis van deze adviezen en in nauw overleg met de auteur werden dan een tiental amendementen ingediend die de tekst sterk verbeterden. Zo werd de wettekst onder andere ook aangepast aan de gevolgen van de staatshervorming en aan nieuwe wetteksten die sinds 1971 verschenen.

In artikel 1 wordt het toepassingsgebied van de wet uitgebreid. Naast de bouw van nieuwe woningen zal ook de aankoop van bestaande woningen die het voorwerp uitmaken van uitbreidings- of verbouwingswerken onder de wet vallen.

Artikel 2 geeft een strikte omschrijving van de voorwaarden waaronder studieopdrachten niet onder het toepassingsgebied van de wet vallen. Sinds 1971 heeft de praktijk namelijk uitgewezen dat met deze zogenaamde studieopdrachten gepoogd werd de wet te omzeilen.

Het artikel 3 van het voorstel werd op voorstel van de regering grondig gewijzigd. De duur van de opschortende voorwaarden werd fel ingekort om het de aannemers mogelijk te maken hun werkzaamheden te plannen. Mogelijke rompslomp werd ingekort, en overeenkomstig de consensus bereikt in de commissie werd een amendement van de indiener aangenomen om een formele

Van Looy

informatieplicht in verband met de bouwpremie in te stellen. De regering stelt hier heden een betere formulering van de tekst voor. De toelichting en het gedrukt verslag geven duidelijk de bedoeling weer, namelijk het informeren van de koper zodat hij met kennis van zaken kan oordelen. De formulering van de regering is een onvoorwaardelijke informatieplicht en komt beter overeen met de geest van onze bespreking. Ze maakt de tekst ook klarer en duidelijker. Belangrijk is ook dat de bepalingen van artikelen 7 en 12 van de wet letterlijk dienen te worden opgenomen in de overeenkomsten.

Artikel 4 vertrouwt de deskundige onafhankelijke vaststelling van de werken toe aan een architect in plaats van aan de notaris. Dit moet objectievere gegevens leveren bij eventuele betwistingen.

Artikel 6 van het voorstel werd in de commissie geschrapt nadat de minister zich ertoe verbond het in artikel 1 van het voorstel bedoelde uitvoeringsbesluit te nemen en de door dit voorstel noodzakelijk geworden verbeteringen aan te brengen in het koninklijk besluit van 21 oktober 1971.

In een nieuw artikel 6 werd op voorstel van de regering de notaris verantwoordelijk gesteld voor het al of niet beantwoorden van de overeenkomst aan artikel 7 en 12 bij het verlijden van de verkoopsakte.

Geachte collega's, dit voorstel in de vorm waarin het werd geamendeerd kon rekenen op de unanieme instemming van de commissie Bedrijfsleven.

Ten slotte moet ik uw aandacht vragen voor vier technische verbeteringen die ik bij wijze van amendement heb ingediend. Het betreft hier één aanvulling en drie bepalingen. Deze aanpassingen zijn nodig om zowel in het Nederlands als in het Frans de tekst van het wetsvoorstel correct te kunnen coördineren met de bestaan-

de wettekst van 1971. Ik zou u allen dan ook willen vragen dit amendement te willen beschouwen als tekstcorrectie.

De voorzitter : De heer Breyne heeft het woord.

De heer Breyne (CVP) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, collega's, het is voor mij een genoegen vandaag voor deze plenaire vergadering een wetsvoorstel te kunnen verdedigen dat unaniem door de commissie werd goedgekeurd.

Dit wetsvoorstel wil een voor de woningbouw erg belangrijke wet verbeteren. Inderdaad, wij bedoelen hiermee de wet van 9 juli 1971 die in Kamer en Senaat werd aangenomen op initiatief van mijn naamgenoot en stadsgenoot maar geen partijgenoot, gewezen senator en oud-minister Gust Breyne. Deze wet wordt in de talrijke publicaties die eraan werden gewijd naar hem gemeenzaam de wet-Breyne genoemd.

Het is misschien goed in herinnering te brengen dat deze wet eigenlijk een eerste specifieke wet was ter bescherming van de consument, meer bepaald de kleine bouwer. Enkele faillissementen van grote bouwpromotoren-aannemers hadden immers op een schrijnende wijze de zwakke positie blootgelegd waarin de particulier die een appartement op plan had gekocht zich bevond. De filosofie die achter de wet schuilgaat is dat de gewone man, die normaliter slechts eenmaal in zijn leven een woning kan optrekken, zo goed mogelijk moet worden beschermd tegen zijn eigen onwetendheid en gebrek aan deskundigheid in zijn relatie met vakmensen.

De wet is van toepassing op de overeenkomsten waardoor een particulier eigenaar gaat worden van een huis of een appartement dat nog te bouwen of in aanbouw is en tot woning zal dienen. Voorwaarde is bovendien dat de koper of opdrachtgever verplicht is voor de voltooiing van het gebouw één of meer betalingen te verrichten.

De beschermingsregels zijn onder andere :

— artikel 7, dat een aantal verplichte vermeldingen in de overeenkomst oplegt ;

— de betalingen worden op bijzondere wijze geregeld en er is een systeem van financiële waarborgen voorzien ;

— de particulier wordt dwingend eigenaar van het oprijzend gebouw ; in geval van faling is hij dus eigenaar en niet schuldeiser.

De sancties in geval van niet-naleving van de wet zijn de nietigheid van het contract of van de clause en soms een correctionele straf.

Uit de toepassing gedurende meer dan twintig jaar van de wet is gebleken dat zich wellicht aanpassingen opdringen. De rechtspraak heeft nochtans vele problemen pragmatisch aangepakt en, de geest van de wet indachtig, consument beschermend uitspraak gedaan en aldus bakens uitgezet.

Niet alleen de verbruikersverenigingen doch ook aannemers, architecten en notarissen pleiten voor een modernisering van de wet.

Het grootste probleem lijkt mij de omzeiling van het toepassingsgebied. Daarom wordt enerzijds voorgesteld het toepassingsgebied te veruimen tot belangrijke verbouwings- of uitbreidingswerken ; anderzijds wordt de mogelijkheid geboden om op een eerlijke manier van studieopdrachten gebruik te maken. Daartoe wordt op het toepassingsgebied een welomschreven uitzondering ingevoerd.

In de praktijk gaf het omzeilen van het toepassingsgebied de grootste problemen. Met opzet werden immers constructies uitgewerkt om toch maar niet onder de wet te vallen en dus rekening te moeten houden met een aantal beperkingen ter bescherming van de consument. Het is in deze grijze zone dat zich ook het meest problemen met gedupeerde kopers voordoen. De uitzondering

Breyne

van welomschreven studieopdrachten wil een uitweg bieden voor concrete noden van de partijen op het terrein, zonder de door de wet bedoelde bescherming te verminderen.

Het cruciale artikel 7 van de wet dat handelt over de inhoud van de overeenkomst, wordt met een aantal bepalingen aangevuld. De overeenkomst zal kunnen gesloten worden onder de opschortende voorwaarde van het bekomen van een financiering en van een bouwvergunning. Deze bepaling zal het de consument mogelijk maken in alle omstandigheden correct een contract te sluiten.

Het artikel 7 wordt ook aangevuld met een bepaling inzake de bouwpremie. Vandaag moeten wij vaststellen dat de bouwpremie nogal eens als verkoopargument wordt gebruikt om weifelende geïnteresseerden — en dan nog meestal mensen die geen financiële speelruimte hebben — over de streep te trekken.

In het licht van de commissiebesprekingen was ik akkoord met de amendementen van de regering, mits een specifieke bepaling om het oneigenlijke schermen met bouwpremies tegen te gaan.

Met amendement nr 1 wenste ik een formele informatieplicht aan de verkopers op te leggen. De geïnformeerde consument kan dan zelf oordelen. Het amendement werd in de commissie eenparig aangenomen. Wat de Franse vertaling van het amendement betreft, moet ik toegeven dat de tekst te scherp overkomt. Ik geef toe dat de formulering die de regering vandaag, na rijp beraad, voorstelt en waarbij zij mijn verantwoordelijkheid overneemt, eigenlijk beter is. Ik hoop dat de aanvaarding van dit *in se* technisch amendement de aanneming van het wetsvoorstel niet zal vertragen.

Artikel 4 van het voorstel valoriseert de verantwoordelijkheid en de professionele deontologie van de architect. Ter bescherming van de consument zal de architect de uitgevoerde

werken moeten goed bevinden voor het verlijden van de verkoopakte. De consument kan hiervoor ook zelf een architect aanstellen.

Een ander belangrijk probleem bij de toepassing van de wet-Breyne was dat na het verlijden van de verkoopakte de consument de waarborgen van de wet verloor. In de commissie zijn we erin geslaagd een goede oplossing te vinden voor het probleem. De notaris zal nu bij het verlijden van de authentieke akte moeten vaststellen dat aan de voorwaarden van de artikelen 7 en 12 van de wet is voldaan. Beide artikelen laten een snelle en eenvoudige controle door de notaris toe. Deze zal vaststellen dat aan de vastgelegde beschermingsmaatregelen voor de consument is voldaan. De notaris zal voor deze vaststelling verantwoordelijk zijn.

Tot slot wil ik de minister en zijn medewerkers danken voor de goede samenwerking en de opbouwende sfeer waarin aan dit voorstel kon worden gewerkt. Ik ben tevreden dat de minister het belang van deze aanpassing voor de consument en de bouwsector dadelijk inzag en het voorstel positief benaderde. De collega's van de commissie en speciaal de rapporteur wil ik danken voor hun inbreng en voor de moeite die zij zich hebben getroost om zich in te werken in deze wel erg technische materie.

Dit voorstel kon op eenstemmigheid rekenen in de beoordeling van de commissie, ik hoop ook in de plenaire vergadering op dezelfde steun te kunnen rekenen. De bouwers kunnen er wel bij varen.

De voorzitter : De algemene bespreking is gesloten. Wij vatten de artikelsgewijze bespreking aan. La discussion générale est close. Nous passons à la discussion des articles. (—22/6-91/92 (S.E.) / (B.Z.)

Les articles 1 et 2 sont adoptés sans observation.

De artikelen 1 en 2 worden zonder opmerkingen aangenomen.

A l'article 3, des amendements ont

été déposés par M. Van Looy (n° 18) et par le Gouvernement (n° 20) (doc. n° 20/6)

Op artikel 3 werden amendementen ingediend door de heer Van Looy (nr. 18) en door de Regering (nr. 20) (stuk nr. 20/6)

Quelqu'un demande-t-il la parole ? (Non)

Vraagt iemand het woord ? (Neen)

Les amendements et l'article 3 sont réservés.

De amendementen en artikel 3 worden aangehouden.

A l'article 4, un amendement n° 19 a été déposé par M. Van Looy. Bij artikel 4 werd een amendement nr. 19 ingediend.

Quelqu'un demande-t-il la parole ? (Non)

Vraagt iemand het woord ? (Neen)

L'amendement et l'article 4 sont réservés.

Het amendement en artikel 4 worden aangehouden.

Les articles 5 à 7 sont adoptés sans observation.

De artikelen 5 tot 7 worden zonder opmerkingen aangenomen.

La discussion des articles est close. Les votes auront lieu demain, jeudi, 15 octobre 1992.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemmingen zullen morgen, donderdag, 15 oktober 1992, plaatshebben.

De voorzitter : Aan de orde is de behandeling van het wetsvoorstel tot oprichting van een Centrum voor etnische gelijkheid.

L'ordre du jour appelle l'examen de la proposition de loi créant un Centre pour l'égalité ethnique. (339/7)

De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking van de artikelen (Rgt 66, 3°). Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion des articles (Rgt 66, 3°).

De algemene bespreking is geopend. Vraagt iemand het woord ?

La discussion générale est ouverte. Quelqu'un demande-t-il la parole ?

voorzitter

De heer Tant, rapporteur, heeft het woord.

De heer **Tant** (CVP), rapporteur : Mijnheer de voorzitter, ik dank u omdat u mij de gelegenheid geeft dit debat kort in te leiden door een synthese te geven van de bespreking die wij hieromtrent gevoerd hebben in de Commissie voor de Binnenlandse Zaken.

Niet steeds ten onrechte wordt soms gewezen op het ietwat archaïsche karakter van de parlementaire procedure en op de feitelijke primauteit van de uitvoerende op de wetgevendende macht, die onder meer maakt dat wetsvoorstellen systematisch moeten wijken voor wetsontwerpen.

De parlementaire behandeling van dit wetsvoorstel toont aan dat deze kritieken of vooroordelen niet inherent hoeven te zijn aan ons parlementaire stelsel. Ingediend als wetsvoorstel, dat ondertekend was namens 7 politieke partijen, werd dit parlementaire initiatief door de Regering aangegrepen om alvast één passage uit haar programma waar te maken, namelijk deze waar voorzien wordt in een Centrum voor gelijke kansen. Het oorspronkelijke wetsvoorstel werd door de Regering vrij grondig geamendeerd en nadien gesubamendeerd in de Commissie.

De in de Commissie goedgekeurde tekst is dus het resultaat van een goede samenwerking tussen Regering en Parlement die er trouwens toe geleid heeft dat de besprekingen in de Commissie vrij snel konden worden afgerond. Het wellicht al te lange parlementaire reces heeft echter gemaakt dat tot vandaag moest worden gewacht om de bespreking in openbare zitting te kunnen voeren.

Blijkens de verklaringen van de verschillende mede-indieners heeft het wetsvoorstel tot doel te voorzien in de continuïteit van de werking van het Koninklijk Commissariaat voor het migrantenbeleid, dat op 1 maart 1993 ophoudt te bestaan. Daartoe

wordt onder meer voorzien in een Centrum dat ermee belast is de integratie te bevorderen en discriminatie en racisme te bestrijden.

Ingevolge een regeringsamendement zal het centrum ressorteren onder de bevoegdheid van de Eerste minister. Sommigen meenden dat, vermits hier voornamelijk individuele rechten in het geding zijn, het eerder logisch voorkomt het centrum onder de bevoegdheid te plaatsen van de minister van Justitie.

Daartegenover staat de vrij grote betrokkenheid van de Gemeenschappen en de Gewesten bij de werking van dit centrum. De meerderheid van de Commissie meende dat de samenwerking beter zal zijn wanneer het centrum afhangt van de Eerste minister, die tevens Voorzitter is van het overlegcomité van de federale en de gewestelijke regering.

Tegen de oprichting van het centrum werd aangevoerd dat de essentiële beweegredenen ervan zou zijn het handhaven, tot elke prijs, van het Koninklijk Commissariaat, zij het onder een andere benaming. De werking van het Commissariaat leidde nochtans tot weinig concrete resultaten, aldus sommige commissieleden, die er tevens op wezen dat het moment van oprichting van het centrum slecht gekozen is, gelet op de opening van de Europese grenzen enerzijds en de spanningen tussen autochtonen en allochtonen anderzijds.

De niet-verlenging van het bestaan van het Koninklijk Commissariaat maakt volgens andere commissieleden precies de oprichting van dit centrum noodzakelijk. Door de Eerste minister werd trouwens onderstreept dat aldus gebruik kan worden gemaakt van de door het Commissariaat opgedane ervaringen, die hoe dan ook nuttig zijn om tot concrete resultaten te kunnen komen.

Wat de opening van de Europese grenzen betreft werd gesteld dat door de totstandkoming van een politiek Europa, de interne problemen van de lidstaten uiteraard niet wor-

den opgelost. Het feit dat aldus misschien een oplossing wordt geboden voor sommige problemen van onderdanen van lidstaten wijzigt niets aan de problemen van mensen van andere nationaliteiten.

Een uitgebreide gedachtenwisseling werd gehouden over de benaming van het centrum.

De meerderheid in de Commissie was van oordeel dat de door de regering vooropgestelde amendering, waarbij voorgesteld werd de benaming te wijzigen in "Centrum voor gelijke kansen", eigenlijk onvoldoende overeenstemde met de werkelijke en oorspronkelijke opdracht van het centrum. Het wekte de indruk dat alle vormen van discriminatie tot de bevoegdheid van het centrum zouden behoren. Dit centrum zal zich echter niet richten tot al de doelgroepen in de samenleving zoals onder meer vrouwen, jongeren en gehandicapten. De oorspronkelijke benaming "Centrum voor etnische gelijkheid", geeft duidelijker weer dat deze instelling in de eerste plaats de gelijke behandeling moet bevorderen van iedereen die op basis van ras, huidskleur, afstamming, afkomst of nationaliteit wordt uitgesloten.

De opdracht van het centrum stemt trouwens overeen met de etnische gelijkheid gewaarborgd door artikel 1 van het internationaal verdrag inzake de uitbanning van alle vormen van rassendiscriminatie. Dit blijkt trouwens uit het officiële protocol van 7 maart 1966. Deze opdracht is niet alleen beperkt tot discriminaties van Belgen ten aanzien van vreemdelingen, maar ook omgekeerd en betreft ook discriminaties tussen vreemdelingen onderling.

De opdracht is gelijke kansen te bevorderen. Dit is ruimer dan de gelijkheid voor de wet zoals geformuleerd in de Grondwet. Hieruit blijkt ook dat het verwerven van de Belgische nationaliteit geen synoniem is van integratie.

De opdracht van het centrum is hoofdzakelijk studie- en advieswerk.

Tant

Ingevolge een subamendement werd ook bepaald dat het centrum hulp kan verlenen door het verstrekken van inlichtingen en raadgevingen over de middelen om zijn rechten te doen gelden en dus de etnische gelijkheid op het veld waar te maken.

De uitvoeringsmodaliteiten inzake onder meer organisatie, structuur, financiering en samenstelling werden gedelegeerd en dienen bij uitvoeringsbesluit geregeld. De absolute onverenigbaarheid met politieke mandaten werd niet in de wettekst opgenomen, maar desgevallend overgelaten aan de Koning. Wel werd gesteld dat de leden van het centrum onafhankelijk moeten zijn en een groot moreel gezag moeten genieten. De Regering verklaarde dat in ieder geval de uitvoeringsmodaliteiten zullen worden bepaald in overleg met de initiatiefnemer.

De financiële middelen voor het centrum zullen uitgetrokken worden op de begoting van de Eerste minister, zoals dit thans ook geldt voor de middelen van het Koninklijk Commissariaat, zodat alvast op dat vlak van een continuïteit sprake is.

Mijnheer de voorzitter, sta mij toe na deze synthese van het schriftelijk verslag, alvast één bedenking te formuleren die eigenlijk een waarschuwing inhoudt.

Vanzelfsprekend kan de oprichting van dit centrum de diverse federale, gewestelijke en eventueel lokale overheden niet ontslaan van hun verantwoordelijkheid om elk op hun terrein de concrete maatregelen te nemen die, onder meer in uitvoering van de besluiten van het Koninklijk Commissariaat en binnenkort wellicht ook van deze met betrekking tot het centrum, *in concreto* de integratie moeten bevorderen.

Hiermee bedoel ik dat dit centrum niet voldoende is als alibi om voor de rest de zaken op hun beloop te laten.

Opdat van etnische gelijkheid kan sprake zijn is het essentieel de goed-

will van de mensen te bewerkstelligen.

Een aanzet hiertoe is op dit vlak alvast de wettelijkheid te vestigen en te herstellen door zoveel mogelijk een einde te stellen aan allerlei vormen van clandestiene immigratie en deze ook passend te beteugelen. De rechtsstaat vereist benevens een behoorlijk wetgevend en reglementair kader ook een daadwerkelijk bestrijden van de onwettigheid.

Dit lijkt mij een wezenlijke voorwaarde voor het scheppen van gelijke kansen voor eenieder, zoals dit nagestreefd wordt door het "Centrum voor etnische gelijkheid", dat wij van harte een goede vaart toewensen.

Tevens wens ik de heer Dhoore, alsmede tal van andere collega's voor hun inzet te feliciteren. Ik denk dat ik niemand oneer aandoe, wanneer ik zeg dat de heer Dhoore toch wel de motor achter deze zaak was. Ik hoop dat die motor voldoende fel zal blijven draaien om het centrum nog tijdig opgestart te krijgen.

De voorzitter : De heer Dhoore heeft het woord.

De heer Dhoore (CVP) : Mijnheer de voorzitter, mevrouw de minister, geachte collega's, ik dank de rapporteur ten zeerste. Hij heeft mijn taak immers zo eenvoudig gemaakt, dat ik mij kan beperken tot een vijftal bedenkingen. Dit moet worden gezien vanuit mijn rol als mede-indiener van dit wetsvoorstel.

Allereerst breng ik hulde aan het werk van Koninklijk Commissaris Paula D'Hondt. Ook haar medewerkers delen in die hulde, zowel haar adjunct als de rest van haar staf. Men kan over deze materie van mening verschillen. Niemand in dit land kan echter de verdiensten van mevrouw D'Hondt en haar medewerkers in twijfel trekken.

Met de heer Tant pleit ik voor continuïteit. Op 1 maart 1993 loopt de opdracht van het Koninklijk Commissariaat voor de Migranten ten

einde. De indieners van het nu besproken wetsvoorstel achten het wenselijk in de toekomst een andere formule op deze aangelegenheid toe te passen, met name het Centrum voor etnische gelijkheid.

Verder wens ik ook nog collega's van enkele fracties uit de oppositie te danken, met name van ECOLOGALEV, VU en ROSSEM. Deze drie fracties hebben van het begin af samen met ons dit initiatief genomen. De verstandhouding was perfect, de samenspraak met de vier meerderheidspartijen verliep uitstekend.

Mijnheer de voorzitter, ik wil beklemtonen dat ons initiatief genomen werd op 2 maart 1992, nog voor de regering van start was gegaan en haar programma vastlag. Tot onze vreugde bevatte het regeerakkoord een passus die helemaal in overeenstemming was met onze bedoeling. Vanuit de regering kwam een zeer positieve samenwerking met de indieners van het wetsvoorstel tot stand. Wij waren en zijn daar zeer gelukkig mee. Mevrouw de minister, zowel uzelf als de Eerste minister hebben met veel aandacht onze werkzaamheden gevolgd en samen hebben wij amendementen ingediend om de oorspronkelijke tekst in belangrijke mate te verbeteren.

Ik dank ook de voorzitter van de commissie voor Binnenlandse Zaken. Ons initiatief kon immers rekenen op een prioritaire behandeling, met het oog op een snelle realisatie. De dynamische manier waarop genoemde commissie wordt geleid, heeft een rustige en verzoenende houding tegenover de andere fracties uit de oppositie niet in de weg gestaan. Mee door zijn manier van optreden zijn wij zo spoedig tot dit resultaat kunnen komen.

Verder dank ik nog de fracties uit de oppositie, die op een constructieve wijze het debat hebben gevoerd in de vergaderingen. Ik vraag mij trouwens af of de afstand tussen de zeven ondertekenende fracties en de andere wel zo groot is. Ver van mij

Dhoore

om te discussiëren over de houding die andere fracties moeten of zullen aannemen. Bij herlezing van het verslag merk ik echter dat de argumenten waarop men zich baseert om het initiatief te verwerpen, niet slaan op de essentie van de aangelegenheid. Eerder betreft het de omstandigheden op gebied van timing, de periode van indienen van het voorstel en het beleid dat door de regering gevoerd wordt inzake migrantenproblematiek.

Ik meen echter geen rechtstreekse argumenten tegen de oprichting van het Centrum te hebben gevonden. Ter zake wens ik zelfs een vraag te stellen. Indien de fracties die hier morgen tegen dit voorstel zullen stemmen, binnen afzienbare tijd mede aan het bewind zijn, zouden zij dan van oordeel zijn dat het Centrum moet verdwijnen? Dit is een retorische vraag en het is zeker niet de bedoeling de zaken wat moeilijker te maken. Ik ben er echter van overtuigd dat ook degenen die tegen dit voorstel zullen stemmen tevreden zullen zijn dat dit centrum, op dezelfde goede wijze als het Koninklijk Commissariaat geleid, zal kunnen optreden.

Ik kom aan mijn volgende bedenking. Ik denk dat het de bedoeling was van de initiatiefnemers om een signaal te geven zowel aan onze bevolking als, en dit is zeker niet pretentius bedoeld, aan het buitenland. Wij stellen spijtig genoeg vast dat het enge nationalisme meer en meer, ook buiten ons land, de kop opsteekt. Wij hopen dat dit, wat ons land betreft, in de toekomst niet meer het geval zal zijn. Wij willen niet dat in ons land een politiek van apartheid wordt gevoerd.

Zelfs president De Klerk van Zuid-Afrika komt tot de conclusie dat dit een vergissing is geweest. Laten wij in dit land toch geen beleid van apartheid voeren waarin twee categorieën van burgers zouden bestaan. Voor ons betekent dit dat wij ervan uitgaan dat België een gastvrij en be-

schaafd land is en dit ook wil blijven. Dat wil zeggen dat zowel op het vlak van cultuur als van sociale zekerheid, integratie, werkgelegenheid en huisvesting er niet kan worden gedis-crimineerd. Er moeten gelijke kansen worden gegeven zoals artikel 2 van het wetsvoorstel duidelijk bepaalt.

Dit betekent niet, collega Tant, dat wij hier voor een "laxistisch" beleid pleiten. Ik ben het volkomen eens met uw persoonlijke bedenking wanneer u zegt dat er grenzen zijn aan het absorptievermogen van een land. Wij zullen in de toekomst, zoals in het verleden, een land van asielrecht blijven. Het is echter duidelijk dat we niet onbeperkt, economisch, migranten op ons grondgebied kunnen opnemen.

Een andere bedenking heeft betrekking op de kalender. Wij gaan ervan uit dat ook de Senaat van dit voorstel werk zal maken. Het is volgens ons echter niet uitgesloten dat de Senaat verbeteringen aan het voorstel kan aanbrengen. De mede-ondertekenaars en ikzelf hebben voorstellen van amendementen gekregen mede-ondertekend door een collega uit de Senaat. Deze voorstellen gingen uit van de Conseil consultatif pour les populations d'origine étrangère de la Communauté française. Na lectuur van deze amendementen meen ik dat ze rustig kunnen worden besproken. Mijnheer de voorzitter, ik stel echter voor dat we dit niet meer in onze vergadering zouden doen maar aan onze collega's van de Senaat zouden vragen, eventueel na overleg met ons, om de nodige verbeteringen aan te brengen. Het voorstel komt dan wel terug bij ons maar deze pendel zou tot eenmaal kunnen worden beperkt. De eerste Kamer zou dus nadien, als derde Kamer, de laatste Kamer zijn.

Ik denk dat het redelijkerwijze mogelijk moet zijn om vóór eind november tot de eindstemming te komen. Dit betekent dat de regering dan nog twee tot drie maanden tijd heeft om de uitvoeringsbesluiten op

punt te zetten derwijze dat de continuïteit zonder probleem kan worden verzekerd.

Mijn laatste bedenking betreft de samenstelling van het Centrum. Het is voor ons niet nodig ter zake een nieuwe administratie op te richten. Het eigenlijke administratieve werk kan worden toevertrouwd aan een kleine ploeg medewerkers die administratief kunnen behoren tot een van de bestaande departementen. Wij hopen dat de regering erin zal slagen een heel kleine groep — ik laat in het midden of dat over drie of vier personen gaat — met een reputatie die buiten kijf staat en die de spil van het Centrum moet zijn, aan te duiden als motor voor dit centrum.

Mevrouw de minister, het zal u niet onaangenaam in de oren klinken als ik zeg dat ik persoonlijk — ik denk ook de mede-indiënaars — hoop dat ook minstens één vrouw tot deze kleine cel zal behoren. Een vrouw heeft nu bewezen op welke dynamische en degelijke wijze een dergelijk beleid kan worden uitgestippeld. Wij zijn ervan overtuigd dat ook in de toekomst minstens één vrouw moet kunnen worden geassocieerd aan dit werk.

Mijnheer de voorzitter, in artikel 6 van het wetsvoorstel staat dat het Centrum bij de regering jaarlijks verslag zal uitbrengen, dat aan het Parlement zal worden overgemaakt. Dit centrum zal ook, in het kader van de UNO-conventie van New York, tweejaarlijks een verslag opmaken. Wij kregen dus de gelegenheid om elk jaar, aan de hand van dit verslag, een debat te organiseren dat ons moet toelaten na te gaan op welke wijze werkelijk gelijke kansen worden gecreëerd.

Het is mijn wens, alsook die van de mede-indiënaars, dat dit in de toekomst realiteit kan zijn.

De voorzitter : De heer Beysen heeft het woord.

De heer Beysen (PVV) : Mijnheer de voorzitter, mevrouw de minister,

Beysen

geachte collega's, mijns inziens heeft de oproep van de heer Dhoore er niet toe bijgedragen om die fracties, die in de commissie hun goedkeuring aan dit voorstel niet hebben gehecht, te overtuigen om hun stemgedrag te wijzigen tijdens de plenaire vergadering van morgen.

Ik kom meer en meer tot de bevinding dat de oprichting van het Centrum voor etnische gelijkheid in feite overbodig is omdat er in dit land, zowel nationaal, als op het vlak van de gemeenschappen, al meer dan voldoende organisaties zijn die zich met deze problematiek of een gedeelte ervan bezighouden. Ik heb mij de moeite getroost om een lijst aan te leggen van organisaties die op het terrein met deze problematiek bezig zijn. Ik kwam tot een optelsom van 90 nationale en Vlaamse diensten die zich met de problematiek over de migranten en etnische minderheden bezighouden. Dat is een beetje van het goede te veel !

Om dit voorstel er door te drukken werpt men op dat wij een centrum moeten hebben dat coördinerend optreedt ten overstaan van heel die beweging.

Laten wij daarin duidelijk zijn. Dit Centrum is het vervang- of verlengstuk van het Koninklijk Commissariaat voor de Migranten, dat op 1 maart e.k. ophoudt te bestaan. Voor ons hoeft daaraan geen verlengstuk te worden gebreid. In de commissie heb ik gezegd dat ik zonder moeite durf beweren dat het Koninklijk Commissariaat aanvankelijk goede analyses heeft gemaakt, maar dat het nadien is stilgevalen. Mevrouw D'Hondt heeft alle moeite van de wereld moeten doen om de aandacht van de politieke overheden in dit land te winnen voor de rapporten die ze heeft gepubliceerd.

Nu is het wat stil geworden rond mevrouw D'Hondt ; we vernamen vorige week overigens dat ze een nieuwe job heeft gevonden. In afwachting van de opheffing van haar Commis-

sariaat is ze nu plots gebombardeerd tot voorzitter van Kind en Gezin.

Geachte collega's, ik geloof dat dergelijke manoeuvres bij de publieke opinie bijzonder slecht overkomen. We mogen zoveel moeite doen als we willen, de publieke opinie verstaat enkel dat het Koninklijk Commissariaat officieel gestalte moet krijgen in een Centrum voor etnische gelijkheid en dat mevrouw D'Hondt moet "gecaseerd", worden in een andere functie. Men wekt te veel de indruk dat er hier een en ander gearrangeerd wordt, zonder dat we iets wezenlijks op het terrein willen doen.

In de commissie heb ik er ook op gewezen dat men bij het nemen van initiatieven voor samenlevingsproblemen in het algemeen en migranten in het bijzonder — maar meer nog inzake samenlevingsproblemen — een parallelisme moet respecteren en beide groepen die met samenlevingsproblemen te kampen hebben op een gelijke manier moet trachten te behandelen. De huidige initiatieven komen al te veel over als de bevoordeling van één bepaalde groep in de samenleving terwijl onze eigen kansarme bevolking verder aan haar lot wordt overgelaten.

Dit voorstel tot oprichting van een Centrum voor etnische gelijkheid gaat opnieuw dezelfde richting uit ; de indruk wordt opnieuw gewekt en de overtuiging versterkt dat er een stap wordt gedaan in dezelfde richting en dat men zich om het lot van onze eigen kansarmen zo goed als niet bekommert. Zolang men op het terrein geen concrete maatregelen zal nemen om een aantal samenlevingsproblemen daadwerkelijk op te lossen, zolang zal de publieke opinie initiatieven zoals deze op een negatieve manier blijven beoordelen.

Mijnheer de voorzitter, tot slot zal ik ook nog even ingaan op de inhoud van de coördinatie- en onderzoeksopdracht die voor dit Centrum in de toekomst is weggelegd.

Ik wil de aandacht van deze Kamer erop vestigen dat de coördinatie op

dit ogenblik volledig overgeheveld is naar het departement van de minister van Binnenlandse Zaken. Bij de beoordeling van dit wetsvoorstel moet met dit element terdege rekening worden gehouden : de coördinatie kan en moet ons inziens door dit departement gebeuren. Dat is bovendien een bijkomende motivatie voor de bevoegde ambtenaren. Men kan zich toch afvragen waarom alles eerst nog een ommetje moet maken via de Eerste minister, zoals artikel 1, door de commissie gewijzigd, vooropstelt.

Daarenboven moeten we ermee rekening houden dat de algemene coördinatie tussen het nationale niveau en het niveau van Gemeenschappen en Gewesten reeds via de interministeriële conferentie verloopt.

Over het toekennen van onderzoeksopdrachten aan het Centrum wens ik nog het volgende te zeggen. De afgelopen jaren werden meer dan voldoende onderzoeken uitgevoerd door het Koninklijk Commissariaat voor het Migrantenebeleid. Indien nodig kan zulks nog steeds geschieden door de bestaande organisaties, zoals bij voorbeeld door het pas opgericht Vlaams Centrum voor de Integratie van Migrantene, met als opdracht de lokale en regionale integratiecentra voor migrantene te ondersteunen en te coördineren, zodat de participatie van migrantene aan het maatschappelijk leven wordt bevorderd. Wij zien dus niet goed in waarom er nog afzonderlijke onderzoeksopdrachten moeten worden uitgevoerd door het nieuw op te richten centrum.

Mijnheer de voorzitter, de PVV wil het principe van de etnische gelijkheid gerealiseerd zien — daarover mag geen misverstand bestaan — maar vindt het Centrum voor etnische gelijkheid daartoe niet het aangewezen instrument. De oprichting van dit Centrum is volgens ons eerder een bliksemafleider voor de bevoegde beleidsinstanties die jarenlang in gebreke bleven en die dezelfde "problementrein", nog steeds op

Beysen

een zijspoor plaatsen door het opzetten van een structuur die zich daarmee letterlijk bezighoudt. Ik ben van oordeel dat wij aan zo'n structuur geen boodschap hebben.

Le **président** : La parole est à M. Simonet.

M. **Simonet** (PRL) : Monsieur le président, madame le ministre, chers collègues, je regrette que M. Dhoore ne soit plus parmi nous parce que je voulais le remercier de s'être soulié dans son intervention d'un retour rapide du PRL et du PVV au pouvoir.

Je voudrais vous expliquer pourquoi le PRL ne votera pas la proposition de loi portant création d'un centre pour l'égalité ethnique. Je m'efforcerai très synthétiquement, de développer ces arguments d'opposition qui, selon nous, contrairement à ce qui a été avancé par M. Dhoore, ne sont pas secondaires.

Nous pensons tout d'abord que notre débat de ce jour est prématuré et que préalablement à la discussion ou à l'adoption éventuelle du texte que nous examinons aujourd'hui, il aurait été souhaitable, dans des matières aussi délicates que la problématique de l'immigration et de l'intégration des personnes d'origine étrangère, que nous puissions disposer au préalable d'un bilan des activités et des résultats engrangés jusqu'à aujourd'hui par le Commissariat royal à la politique des immigrés, appelé à disparaître à partir du 1er mars 1993 sans que l'on comprenne exactement à quoi il a servi et auquel se "substituera", le fameux centre pour l'égalité ethnique.

Hélas, il n'en est rien et nous ne disposons d'aucune évaluation réelle et globale quant à la mission qui a été confiée depuis plusieurs années à Mme D'Hondt et à M. Vinikas.

Se pose ensuite la question de l'opportunité de la création, aujourd'hui, d'un centre pour l'égalité ethnique, alors que, d'une part, le sentiment général d'une partie non

négligeable de la population va dans le sens d'une condamnation de l'inertie des pouvoirs publics dans leur approche des questions liées à l'immigration et que, d'autre part, l'opinion publique a l'impression qu'il règne au niveau de l'exercice des compétences dans ce domaine une confusion totale. Trop souvent, en effet, l'Etat central, les Communautés, les Régions, les communes même se renvoient la balle alors qu'aucune mesure concrète ne semble prise sur le terrain.

La création du Centre pour l'égalité ethnique n'apportera aucune clarification dans ce fouillis institutionnel de sorte que l'on peut, *a priori*, penser que son efficacité sur le terrain sera plus qu'aléatoire.

Ce qu'il convient de traiter prioritairement, selon nous, ce sont les problèmes concrets, quotidiens qui se posent à des fractions importantes de la population, tant belge qu'immigrée, dans leurs relations quotidiennes. La création d'un „bidule” n'a jamais induit un quelconque changement des mentalités. Nous pensons que ces mentalités sont aujourd'hui davantage préoccupées par l'inertie des autorités que par le rôle futur du Centre pour l'égalité ethnique.

Aussi longtemps que le gouvernement se refusera à traiter réellement les problèmes liés à l'afflux de demandeurs d'asile, à l'immigration clandestine et illégale, à la délinquance immigrée, aux abus dans certains secteurs de la sécurité sociale, nous pensons qu'une initiative telle que la création de ce centre risque fort d'être rejetée, ou du moins mal comprise, par une part non négligeable de l'opinion publique.

Le PRL a la désagréable impression que la création de ce centre n'a en fait d'autre fonction que de donner bonne conscience aux partis de la majorité dans un dossier — l'immigration — que vous vous êtes véritablement montrés incapables de traiter et de maîtriser depuis cinq ans.

En ce qui concerne les dispositions

proprement dites de la proposition de loi, je me bornerai à formuler les observations suivantes.

Tout d'abord — et cela a été souligné par le rapporteur —, en ce qui concerne l'article 1er, on relève une nouvelle fois que le ministre de la Justice, après s'être fait „phagocyter” nombre de ses attributions par le ministre de l'Intérieur en matière de politique des immigrés, disparaît une nouvelle fois du débat. C'est regrettable. Et M. Tant l'a rappelé, le texte initial visait à faire relever ce centre du ministre de la Justice plutôt que du Premier ministre, ce qui nous paraissait plus cohérent dès lors que nous touchons à une matière dans le cadre de laquelle la protection des droits individuels des citoyens est en cause.

— **Président** : M. **Bossuyt**, vice-président

Je rappelle à certains membres de la majorité actuelle ainsi qu'à certains signataires de la proposition, que s'agissant du projet de M. Gol, devenu la loi du 14 juillet 1987 relative aux réfugiés politiques, ce sont des membres de l'actuelle majorité et même certains des signataires de la proposition que nous discutons qui ont expressément demandé que le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides relève de la compétence du ministre de la Justice parce que les droits individuels des réfugiés politiques étaient en jeu.

Qu'est-ce qui justifie aujourd'hui votre changement d'attitude et un traitement différent pour le Centre pour l'égalité ethnique par rapport au traitement réservé au Commissariat général en 1987 ?

Une question à laquelle il n'a pas non plus été répondu lors de nos travaux en commission, concerne l'article 2, qui confère entre autres au Centre la mission de combattre toute forme de discrimination fondée notamment sur la nationalité. Nous craignons, car nous n'avons reçu aucun apaisement à ce sujet lors des travaux en commission, que cette formulation ne permette très rapidement d'ouvrir l'accès à la fonction

Simonet

publique aux ressortissants étrangers, accès qui, je vous le rappelle, et n'en déplaît à certains, est constitutionnellement réservé aux Belges.

Enfin — et j'en termine — l'article 3, Centre, nous paraît tout à fait irréaliste dans la mesure où il va confier au Centre une tâche quasi titanessque, qui ne pourra être remplie — mais c'est peut-être le but recherché par certains — que grâce à un personnel pléthorique.

Je vous rappelle que le Centre pourra donner des consultations sur les sujets les plus divers. Il me semble qu'il s'agit là d'une forme marquée d'interventionnisme, puisqu'on voudrait ainsi voir se substituer aux individus, dans la prise en charge de la défense de leurs intérêts individuels, ce fameux Centre pour l'égalité ethnique. Bien plus, en raison du caractère hétéroclite des missions qui vont lui être confiées — études et recherches, avis et recommandations, consultations, assistance judiciaire individuelle, informations, guidance ou toute autre mission qui pourrait lui être confiée par un pouvoir public —, on va aboutir à une dispersion, à une dilution du rôle du Centre pour l'égalité ethnique, ce qui risque fort de le priver de toute efficacité. Or, cela n'est pas, j'imagine, la volonté des signataires du texte.

Nous redoutons également que cette "polyvalence" du Centre n'induisse des frais considérables et la nécessité de mettre à sa disposition un budget sans commune mesure avec celui, pourtant déjà important, actuellement alloué au Commissariat royal.

Voilà, monsieur le président, chers collègues, les éléments essentiels qui expliquent le vote négatif que le PRL exprimera demain sur le texte.

De **voorzitter** : De heer Dewinter heeft het woord.

De heer **Dewinter** (Vl. Blok) : Mijnheer de voorzitter, mevrouw de minister, collega's, allereerst laat ik de

rapporteur die de heer Dhoore bedankte voor zijn inzet — die heeft geleid tot de indiening van het voorstel tot oprichting van het fameuze Centrum voor etnische gelijkheid — opmerken dat hij in eerste instantie het Vlaams Blok moet huldigen, want zonder onze verkiezingsoverwinning op 24 november vorig jaar zou er geen sprake geweest zijn van een Koninklijk Commissariaat voor het Migrantenbeleid noch over dit Centrum. De waarheid heeft haar rechten en dat moest even worden onderstreept.

De heer **Sleekx** (SP) : Wat bedoelt u hiermee nu ?

De heer **Dewinter** (Vl. Blok) : Hiermee wil ik zeggen dat zonder onze verkiezingsoverwinning er hier wellicht geen woord zou worden gerept over het vreemdelingenprobleem en dat u vanuit uw ivoren toren het zou hebben gehad over allerlei wezenloze problemen, maar zeker niet over de moeilijkheden van de burger.

Naar aanleiding van dit debat vernam ik graag het antwoord op een vraag die velen op de lippen brandt : waar is Paula D'Hondt sinds 24 november vorig jaar ? Wat is er met haar gebeurd ? Zij is van de aardbodem verdwenen. Wij horen niets meer van haar : geen rapporten, geen grote persconferenties, geen persverklaringen, geen lange interviews, niets meer. Moeten wij daaruit concluderen dat zij zich plotseling aan haar gezinsleven heeft gewijd of heeft zij ingezien dat de bevolking niet gediend is met haar voorstellen ? Heeft mevrouw D'Hondt het licht gezien en is zij tot de conclusie gekomen dat het zeventig puntenprogramma van het Vlaams Blok voor de oplossing van het vreemdelingenprobleem uiteindelijk een veel realistischere en haalbaardere kaart is dan wat zij in haar utopieën voorstelt ?

Dat is uiteraard niet het geval. Wij weten allemaal wat er gebeurd is. Wij weten dat de CVP na 24 november mevrouw D'Hondt heeft gezegd dat het nu goed is geweest. Immers,

iedere keer als zij op televisie verscheen, telkens zij rapporten indiende, een uitspraak deed of een persconferentie bijeenriep, verloor de CVP stemmen. De partij heeft haar dan maar voorzitter van Kind en Gezin gemaakt en haar aangemaand vooral braaf te zijn. Zij heeft haar bovendien er een lolly bij gegeven, met name het Centrum voor etnische gelijkheid, met de waarschuwing de partij nu maar gerust te laten, geen verklaringen meer af te leggen en de mond te houden. Mevrouw D'Hondt, apparatsjik zoals zij altijd is geweest, heeft de partijbelangen laten primeren en mevrouw D'Hondt heeft haar mond gehouden. (*Protest van de heer Sleekx*)

Ik weet dat dit pijnlijk is voor u, mijnheer Sleekx, maar dat is de realiteit !

Vandaag culmineert dit stilzwijgen van bijna een jaar in dit wetsvoorstel waaraan enkele nuttige idioten, de heer Coveliers van de VU en de heer Decorte van de ROSSEM-fractie — hoewel ik niet goed weet hoe de relaties daar nu precies zijn — hun medewerking hebben verleend. De CVP heeft Paula D'Hondt gewipt ; de CVP heeft het Koninklijk Commissariaat op een zijspoor gezet, maar heeft haar hoe dan ook een aalmoes moeten geven, het fameuze Centrum voor etnische gelijkheid.

Het is geen origineel idee : in Groot-Brittannië is er de *Commission for racial equality* en in Nederland het Landelijk Bureau voor racismebestrijding.

Merkwaardig is wel dat onder meer de heer Coveliers — hij is helaas niet aanwezig — namens de VU, een partij die zich Vlaams-nationalistisch noemt en zich na de herbronning steeds radicaler opstelt — althans als ik de voorzitter van die partij mag geloven —, dit voorstel steunt, hoewel hierin het respect voor de multiculturele diversiteit wordt onderschreven.

Artikel 2 van het wetsvoorstel bepaalt : „Het Centrum heeft als opdracht de gelijkheid van kansen te

Dewinter

bevorderen en elke vorm van onderscheid, uitsluiting, beperking of voorkeur op grond van ras, huidskleur, afstamming, afkomst of nationaliteit te bestrijden."

U zal opmerken dat hierbij iets belangrijks vergeten werd — en dat is elementair en wij weten allen waarom — met name dat de socialisten, in hoofde van de heer Moureaux, de indiener van de wet op het racisme en de xenofobie, destijds duidelijk heeft gezegd dat wij de gelijkheid moeten nastreven om op het even welk vlak, maar dat zeker niet over het onderwerp „taal" mag gesproken worden in de wet op het racisme. Wij stellen vast dat dit uiteraard evenmin in dit wetsvoorstel tot oprichting van het Centrum voor etnische gelijkheid ter sprake mag komen.

Toch verleent de Volksunie haar goedkeuring aan een dergelijk wetsvoorstel, terwijl duidelijk over discriminatie op basis van taal niet mag worden gesproken omdat de socialisten, vooral de PS, dat eisen. U geeft eens te meer — wij hebben dit tevens vastgesteld bij de staatshervorming — toe aan de chantage van onder meer de socialistische Waalse maffia.

Een volgende bemerking is dat in het wetsvoorstel op geen enkel ogenblik de praktische kant van de oprichting van dit centrum wordt geregeld. Alles zal bij koninklijk besluit worden geregeld en nadien zullen wij wel zien hoe groot het kader van dit centrum wordt, hoe de politieke benoemingen onder de partijen, die wellicht hun handtekening onder dit wetsvoorstel hebben geplaatst, zullen worden geregeld, hoe de personeelsbezetting zal zijn, hoeveel dit alles zal kosten en welke de faciliteiten zijn die aan dit centrum zullen worden gegeven.

Morgen zullen wij dus stemmen over een aangelegenheid, waarvan wij misschien wel de intenties kennen, waarvan wij weten — of op zijn minst kunnen vermoeden — welke

de bedoeling is, maar waarvan wij echter niet zullen weten wat het precies zal zijn, hoe groot het zal zijn, welke de faciliteiten en het personeelskader zullen zijn en hoeveel het zal kosten. Dit betreurt ik.

Veel fundamenteeler is echter het feit dat vandaag voor de eerste keer — men heeft het reeds geprobeerd met het Koninklijk Commissariaat, maar het komt nu nog veel duidelijker tot uiting — een officieel instituut wordt opgericht, waarvan de enige bedoeling een anti-democratische bedoeling is, namelijk een politieke partij en haar ideeën bestrijden. Het gaat nochtans om een partij die hier democratisch vertegenwoordigd is, die de vierde grootste partij van Vlaanderen is en die in deze vergadering met twaalf volksvertegenwoordigers aanwezig is. Dat dit anti-democratisch is hoeft ik u niet te vertellen; dat zal u zelf reeds begrepen hebben.

Ook in de toelichting wordt bepaald dat de taak van het Koninklijk Commissariaat uiteindelijk moet worden voortgezet in dit fameuze Centrum voor etnische gelijkheid. Wanneer wij het wetsvoorstel gelezen hebben, constateren wij dat de taak van het Koninklijk Commissariaat verengd wordt en dat er maar één taak meer overblijft voor het fameuze centrum, namelijk de bestrijding van het racisme; lees echter de bestrijding van het Vlaams Blok.

Het interesseerde het Koninklijk Commissariaat en Paula D'Hondt niet om voorstellen te doen om dit te realiseren, maar wel om het Vlaams Blok electoraal uit te schakelen en om het Vlaams Blok te schaden. Wij hebben, samen met de heer Beysen van de PVV, ettelijke keren het ontslag van mevrouw D'Hondt geëist omdat zij zich niet gehouden heeft aan de afspraken dienaangaande. Zij waagde zich aan politieke uitspraken en eisen wat normaal niet van een Koninklijk Commissaris kan worden aanvaard of verwacht.

Wij stellen echter vast dat nu een centrum zal worden opgericht waar-

van de taken erg gereduceerd zijn en dat enkel tot doel heeft het Vlaams Blok aan te vallen. Waarom? Mevrouw D'Hondt heeft zelf het antwoord gegeven. Zij zegt "De strijd tegen het racisme moet respectabel worden. De strijd tegen het racisme wordt nu gevoerd door een aantal groupuscules, door een aantal extremisten, door een aantal marginale groepjes, die op dit ogenblik noch het respect, noch het krediet van de burger kunnen genieten." Dat klopt misschien, want degenen die niet aan racismebestrijding doen zijn inderdaad marginalen die men meestal in extreem linkse hoek kan terugvinden.

Dus, mevrouw D'Hondt gaat ervan uit dat zij een respectabel instituut moet hebben, geleid door iemand met groot aanzien — dat zegt ze toch zelf —, die op een duidelijke manier kan inwerken op de bevolking en het Vlaams Blok op een afdoende manier kan bestrijden. Dat is de feitelijke bedoeling van dit Centrum voor etnische gelijkheid. Er is geen andere bedoeling.

Ik laat opmerken dat de redenen waarom men dit centrum op dit ogenblik wil oprichten uiteraard veelvuldig zijn. Eerst en vooral is er natuurlijk de bestrijding van het Vlaams Blok, maar er zijn nog andere redenen. Men wil via dit Centrum voor etnische gelijkheid op zeer korte termijn komen tot het openstellen van het openbaar ambt — dat is hier door de vertegenwoordiger van de PRL terecht aangeduid — voor vreemdelingen, tot het verlenen van stemrecht aan niet Europese vreemdelingen op gemeentelijk en later ook op wetgevend vlak, men wil nog een aantal andere gelijkschakelingen — want uiteraard gaat het om een Centrum voor etnische gelijkheid — tussen de verschillende bevolkingsgroepen die in dit land leven, ongeacht hun nationaliteit, ras of afkomst. Dat staat toch allemaal in artikel 2. Uiteraard zullen wij dit niet goedkeuren en zal u ons op uw weg vinden wanneer u dit door het Parlement wil jagen.

Een belangrijke vaststelling is ook

Dewinter

dat hier de zoveelste adviescommissie, het zoveelste adviesbureau, het zoveelste adviescomité wordt opgericht, dat echter opnieuw geen enkel beslissingsrecht zal hebben. Opnieuw, net zoals bij het Koninklijk Commissariaat het geval is, zullen er studies worden gemaakt, zullen er dikke en lijvige boeken worden gepubliceerd, maar er zal geen beleid komen. Dit centrum is niet bij machte om meer te doen dan adviezen te geven en uiteraard het racisme te bestrijden, want u hebt er in het laatste artikel wel degelijk voor gezorgd dat zelfs de periode van vijf jaar, die normaal aan een vereniging dient gegund te worden wanneer zij in haar statuten inschrijft dat zij het racisme wenst te bestrijden en daar ook de wettelijke mogelijkheid toe krijgt, voor deze organisatie vervalt, zodanig dat zij reeds bij haar oprichting begin volgend jaar in de mogelijkheid zal zijn om klachten in te dienen, om werk te maken van de actieve bestrijding van het Vlaams Blok.

Het Vlaams Blok heeft altijd gepleit voor de oprichting van een staatssecretariaat voor emigratiezaken, dat niet alleen adviezen zou geven — wat de jongste jaren al bij de vleet is gebeurd —, maar dat een concreet en effectief beleid, dat uiteraard moet uitgaan van de begeleide terugkeer van de niet Europese vreemdelingen naar hun land van herkomst, moet voeren. Een feit is dat dit staatssecretariaat er niet komt, maar dat er wel een Centrum voor etnische gelijkheid komt, dat enkel en alleen bevoegd zal zijn voor de eerder opgesomde aangelegenheden en dat er blijkbaar geen centrum moet zijn voor de kansarmoede, dat instaat voor de gelijke kansen en rechten van onze bevolking, die voortdurend gediscrimineerd en achtergesteld wordt op het vlak van de sociale zekerheid, van werkloosheidsvergoedingen, van sociale huisvesting en dergelijke meer. Opnieuw een vorm van anti-Vlaams racisme, waarbij onze bevolking wordt gediscrimineerd en waarbij de niet Euro-

pese vreemdelingen op een toch wel schandalige manier worden bevoordeeld.

De strategie die opnieuw naar buiten treedt is duidelijk : men heeft eerst het Koninklijk Commissariaat gehad dat adviezen moest formuleren en dat dikke boeken heeft gepubliceerd. De Koninklijke Commissaris heeft niet nagelaten vooral na te trappen naar één bepaalde partij, naar één bepaalde strekking in dit land. Dit heeft geleid tot de oprichting van dit fameuze Centrum voor etnische gelijkheid, dat ik graag zou vergelijken met een veredelde Anne Frankstichting, die wellicht achter iedere boom en iedere lantaarnpaal in Vlaanderen en Wallonië een vermeend racist, neo-nazi of extremist zal ontwaren. Ik kan u zeggen dat wij aan een dergelijke organisatie in ons land geen nood hebben, integendeel zelfs.

De oprichting van dit centrum is een tweede stap die al veel duidelijker is dan de eerste en die niet meer uitgaat van het geven van adviezen, waar zelfs niet meer de schijn wordt hoog gehouden dat het gaat om een beleidsinstrument, maar waar nu duidelijk wordt gezegd dat het gaat om een instrument in de handen van de meerderheid, van de regering, van de overheid, die moet instaan voor het bestrijden van één bepaalde politieke strekking in dit land, namelijk het Vlaams Blok.

Een volgende stap die al in de toelichting bij dit wetsvoorstel wordt aangekondigd, is dat de wet op het racisme zal worden verstrengd. Men heeft op dit ogenblik blijkbaar een wet die niet helemaal op de maat is gesneden van de meerderheid in dit land, een wet die niet toelaat om het Vlaams Blok iedere keer te veroordelen en onderuit te halen. Daarom wil men nu een nieuwe wet goedkeuren die dat wel toestaat. Dit zal de volgende stap zijn. De uiteindelijke stap zal dan zijn wat de heer Sleetx en zijn partijvoorzitter al hebben aangekondigd, namelijk dat men zal streven naar een verbod op een bepaalde democratische politieke par-

tij, het Vlaams Blok. Wellicht zal dit verbod een van de eerste voorstellen zijn van dit nieuwe Centrum voor etnische gelijkheid in samenwerking met de *would-be* democratische meerderheid in dit Parlement. Dat is de evolutie ... (*onderbreking van de heer Van Rossem*)

Dat is de strategie, mijnheer Van Rossem. Het is pijnlijk te moeten vaststellen dat u, die zich altijd zo aanbiedt als één van de alternatieven tegen het gekonkel in dit halfroond, in uw naïviteit hieraan uw medewerking verleent. U bent nu een collaborateur van het regime zonder dat u het zelf beseft, dat is een feit, mijnheer Van Rossem, waar u met uw opmerkingen van zeer bedenkelijk allooi niets aan kan veranderen. Door dit voorstel te steunen bent u een collaborateur van het regime geworden, u bent een slippendrager van dit land geworden en het is ongetwijfeld bepaald pijnlijk voor de kiezer om dit vast te moeten stellen. Hij zal daar ongetwijfeld zijn conclusies uit trekken.

Mijnheer de voorzitter, het begon met het oprichten van een Koninklijk Commissariaat, dat nog een zekere vorm van schijnheiligheid probeerde op te houden en de indruk gaf dat het over adviezen ging. Het ging verder met de oprichting van dit centrum dat rechtstreeks tegen het Vlaams Blok gericht is, en de verstrenging van de wet op het racisme met als doel te komen tot een verbod op een partij als het Vlaams Blok.

De Aalsterse volkscommissaris mevrouw D'Hondt heeft zo haar eigen ideeën over democratie. Zij zegt dat het allerergste aan het Vlaams Blok is, dat andere partijen er geen weerwerk tegen bieden. Ik vraag mij soms af of dat uit gebrek aan moed is, of uit een overdreven respect voor de democratie. Louis Vanvelthoven, de socialist, zei eens dat hij zich zal blijven inzetten voor de vrijwaring van de democratische rechten van het Vlaams Blok. Prachtig is dat ! Maar er komt een moment waarop je niet louter beaat democra-

Dewinter

tisch moet blijven, maar moet handelen als een moedige democraat. Onze democratie geeft het Vlaams Blok alle democratische rechten, maar die partij zelf overtreedt zonder enige moeite de democratische spelregels. Wij moeten daar onze conclusies uit trekken. Totdaar de uitspraak van mevrouw D'Hondt. Ik zal haar conclusies even duidelijk voor u schetsen. Haar conclusie is : verbied het Vlaams Blok.

Wat u morgen gaat doen in de stemming, namelijk dit Centrum voor etnische gelijkheid oprichten, dat zal slechts één gevolg hebben. U zal opnieuw de bevolking tegen u in het harnas jagen, omdat zij duidelijk zal inzien dat het hier gaat om een zoveelste daad van anti-Vlaams racisme, een zoveelste bevoordeling en een daad van positieve discriminatie tegenover de niet Europese vreemdelingen. Zij zullen constateren dat aan hun problemen niets wordt gedaan, maar dat eens temeer de vreemdelingen in de watten worden gelegd en dat voor hen geen moeite teveel is. De heer Beysen heeft het al duidelijk genoeg aangetoond, er zijn op dit moment al meer dan negentig verschillende adviesorganen en comités. We krijgen er nu nog een bij, een dat uiteraard door de overheid zal worden gesubsidieerd.

Ik denk dat de regering, de meerderheid in dit land en de indianen van dit voorstel, die zich dan toch bezorgd noemen voor de democratie en deze democratie willen vrijwaren voor het "zwarte beest", dat het Vlaams Blok genoemd wordt te zijn, misschien beter een stichting ter vrijwaring van de democratie en de vrije meningsuiting zouden oprichten om onze maatschappij te beschermen tegen de leugens en de ondemocratische en trouwens gevaarlijke ideeën van mevrouw D'Hondt en van heel de antiracistische, mondiale en pluriculturele multiraciale lobby.

Het Vlaams Blok zal uiteraard dit wetsvoorstel niet goedkeuren.

Le **président** : La parole est à M. Grimberghs.

M. Grimberghs (PSC) : Monsieur le président, madame le ministre, chers collègues, à titre personnel et au nom du groupe PCS, je voudrais ici me réjouir de voir débattre — et sans doute adopter demain en séance publique — la proposition de loi créant un centre pour l'égalité ethnique.

Je voudrais m'arrêter un instant à la démarche politique qui a abouti à cet examen aujourd'hui en séance plénière.

Elle me semble, à maints égards, exemplaire. En effet, c'est au lendemain des élections du 24 novembre qu'un débat s'est instauré sur le devenir du Commissariat royal à la politique des immigrés. Ce commissariat — dont la mission doit prendre fin le 28 février 1993 — aura réalisé un travail d'une ampleur jamais égalée sur cette question délicate et difficile de l'intégration des immigrés.

Je tiens ici à rendre hommage au travail réalisé par l'institution et plus précisément à la personnalité de Paula D'Hondt, ce qui — vous me permettez de le souligner — ne peut être pris comme une marque de complaisance dans la bouche d'un francophone.

Le commissariat a incontestablement rempli sa mission première qui consistait à élaborer, sur la base d'une analyse fouillée de la problématique de l'immigration dans notre pays, des recommandations au gouvernement et aux différents exécutifs concernés.

A tel point d'ailleurs que le rapport mentionne que l'opposition a indiqué en commission que si le Commissariat royal a fourni un travail utile, il a par la suite péché par excès, et le Parlement, chargé du suivi de son action, s'est vu assailli par une pléthore de rapports et d'analyses dont ont résulté peu de mesures concrètes. C'est donc un appel des libéraux pour que l'on applique les mesures proposées par le commissariat, et je m'en réjouis.

Aujourd'hui, il convient de doter notre pays d'un outil permanent se fi-

xant pour mission de promouvoir l'égalité des chances et de combattre toute forme de distinction, d'exclusion, de restriction ou de préférence fondée sur la race, la couleur, l'ascendance, l'origine ou la nationalité.

Cette proposition de loi est partie d'une recommandation du Commissariat royal à la politique des immigrés, relayée par un ensemble de partis. Cette proposition fut ensuite inscrite dans la note du formateur Melchior Wathelet, puis dans l'accord de gouvernement prévoyant une disposition relative à la création d'un centre pour l'égalité des chances.

Je n'ai qu'un seul regret, particulièrement après ce que l'on vient d'entendre, c'est que tous les partis démocratiques n'aient pu souscrire à cette proposition.

J'en viens alors au contenu même de la proposition qui, bien sûr, doit être replacé dans le contexte plus général de la politique des immigrés. Pour ma part, ce contexte général est fort bien tracé dans la philosophie des rapports du Commissariat royal à la politique des immigrés et dans le programme de gouvernement.

Il convient de souligner que la proposition déposée par plusieurs auteurs appartenant à différentes formations politiques a clairement pris le parti de traiter de l'égalité ethnique en toute clarté.

Pourquoi innover dans le vocabulaire relatif à la problématique de l'immigration en utilisant cette terminologie ? La volonté du commissariat, relayée par les co-auteurs de la proposition et finalement acceptée par le gouvernement, est de mettre en évidence le fait que, par suite des modifications apportées au code de la nationalité, un nombre sans cesse croissant d'immigrés auront — à court terme — la nationalité belge, notamment du fait de son acquisition par la 3ème génération.

Le Commissariat royal a clairement fait observer que l'acquisition de la nationalité constitue un moyen

Grimberghs

d'intégration, mais qu'elle n'est ni un moyen radical, ni la condition suffisante pour s'intégrer.

La politique d'intégration suppose également une politique active des pouvoirs publics, visant à promouvoir l'implication structurelle des minorités dans les activités et les objectifs des pouvoirs publics. Cette politique suppose également de combattre toute discrimination fondée sur l'origine nationale.

Parmi les missions du centre, je voudrais en souligner une qui me paraît essentielle dans la droite ligne des propositions émises par Melchior Wathelet dans le cadre du contrat pour une nouvelle citoyenneté. Il s'agit de la nécessité de mener une politique d'information fondée sur le parler vrai. Il s'agira de pouvoir répliquer avec précision, fermeté et efficacité à des affirmations non fondées, approximatives ou simplement fausses, quand elles ne sont pas mensongères. Ceci implique de pouvoir reconnaître les stéréotypes, les amalgames polémiques et les clichés de propagande, d'être en mesure d'analyser des notions confuses et des formules creuses, et de démonter les raisonnements faux.

Certains se sont inquiétés de la définition stricte figurant à l'article 2. Comme il est précisé dans le rapport, je pense qu'il est essentiel de rappeler que cette définition se fonde sur l'article 1er de la convention internationale relative à toutes les formes de discrimination raciale, signée à New York le 7 mars 1966, et approuvée par la loi du 9 juillet 1975.

Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si l'article 6 de la proposition prévoit que c'est le centre qui établit le rapport bi-annuel que, conformément aux dispositions de l'article 9 de cette convention, la Belgique doit présenter au comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination raciale sur les mesures d'ordre législatif, judiciaire, administratif ou autre, qu'elle a arrêtées en exécution des dispositions de cette convention.

Or, aux termes de cet article 1er, l'expression „discrimination raciale” vise toute distinction, exclusion, restriction ou préférence fondée sur la race, la couleur, l'ascendance ou l'origine nationale ou ethnique, qui a pour but ou pour effet de détruire ou de compromettre la reconnaissance, la jouissance ou l'exercice, dans des conditions d'égalité, des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans les domaines politique, économique, social et culturel, ou dans tout autre domaine de la vie publique.

Comme il a été dit à l'occasion de la discussion en commission, pareille définition doit rassurer ceux qui souhaitent voir viser dans cet ensemble les discriminations basées sur la culture — et donc la langue — et la religion.

D'aucuns se sont également inquiétés de voir éviter les doubles emplois et privilégier la coordination entre l'action de ce centre et celle des conseils consultatifs et autres organismes chargés de la même problématique.

Il doit être évident que si le centre exerce ses missions en toute indépendance, la plus large collaboration avec les organismes de différentes natures existant au niveau national, communautaire ou local doit être mise en oeuvre. C'est en ce sens qu'il faut comprendre les dispositions de l'article 4.

Nous n'avons pas réglé, dans cette proposition, le sort du fonds d'impulsion de la politique des immigrés. Il conviendra que le gouvernement fixe avec précision les missions qui pourraient être confiées à ce centre en vertu de l'article 3, 8°, de telle sorte que — par delà les missions précises fixées dans la proposition — on puisse faire toute la clarté nécessaire sur les procédures d'octroi et d'évaluation des moyens du fonds d'impulsion de la politique des immigrés.

Pour ma part, il me semble souhaitable que pareille responsabilité soit confiée à un organisme dont l'indé-

pendance et la compétence ne sauraient être mises en cause.

Enfin, il convient de souligner le caractère novateur de l'article 7, qui règle un problème maintes fois posé dans l'application de la législation du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie, en permettant au centre pour l'égalité d'ester en justice dans tous les litiges découlant de l'application de la loi du 30 juillet 1981.

Après ce qu'on vient d'entendre, je pense qu'il est utile de rappeler que le racisme n'est pas une opinion mais un délit qui doit être sanctionné par des peines suffisantes. Il faudrait d'ailleurs inciter le parquet à poursuivre davantage sur la base de cette législation.

De voorzitter : De heer Sleetckx heeft het woord.

De heer Sleetckx (SP) : Mijnheer de voorzitter, mevrouw de minister, geachte collega's, ik ben fier één van die nuttige idioten te zijn die, weze het met beperkte deskundigheid ter zake, in feite trachten mee te werken bij het nemen van initiatieven om dergelijke wetsvoorstellen tot stand te brengen. Daarom sluit ik mij voor honderd procent aan bij wat de heer Dhoore in zijn uiteenzetting heeft gezegd.

Het stoort mij dat hier op een bepaald ogenblik een scheldnaam werd gebruikt ten aanzien van mensen die niet verdienen op een dergelijke manier te worden behandeld.

Geachte collega's, ik wil toch even dieper ingaan op het wetsvoorstel. Zij die beweren dat mevrouw D'Hondt is „stilgevallen” vergissen zich schromelijk. Ik nodig hen trouwens uit aanstaande zondag het multi-cultureel feest in Mol bij te wonen, waar zij zullen merken wie daar het woord zal voeren.

Nooit heb ik — en ik kom ook op heel wat plaatsen — over het probleem horen praten op een dergelijke manier zoals dat nu het geval is.

Sleeckx

Er zijn personen die in extremen vallen en er zijn personen die het probleem op serene wijze willen benaderen.

Geachte collega's, ik wil van deze gelegenheid gebruik maken om duidelijk te stellen dat ik een enorme waardering heb voor het werk dat door mevrouw D'Hondt en haar medewerkers werd verricht.

De initiatiefnemers van dit wetsvoorstel hebben in hun toelichting duidelijk uiteengezet waarom dit Centrum moet blijven voortbestaan. Ik citeer „Uit buitenlandse ervaring blijkt dat de bestrijding van racisme en xenofobie een specifieke actie is op langere termijn die moet toegevoegd worden aan een instelling met aanzien, moreel gezag en onafhankelijkheid, die een coördinerende en onderzoeksopdracht heeft met betrekking tot de bestrijding van discriminatie en racisme. Een dergelijke instelling zal een complementariteit moeten verwezenlijken tussen de initiatieven op nationaal vlak en de initiatieven van de Gemeenschappen.”

Welnu, geachte collega's, toen die drieduizend bladzijden werden geschreven — ik geef toe dat ik ze, zoals de meeste collega's, niet allemaal heb gelezen — werd in de Vlaamse Raad wel gewerkt op basis van de voorstellen van mevrouw D'Hondt. In de Vlaamse Raad hebben wij een bespreking gevoerd over dezelfde organisaties en werden de voor- en nadelen ten gronde afgewogen met het oog op het vinden van een consensus.

Mijnheer Beysen, het verwondert mij wanneer u zegt dat het enkel bij rapporten blijft en er in feite niets gebeurt. U weet nochtans, mijnheer Beysen, dat er via de werkgroep die werd opgericht op het vlak van het onderwijs — u was trouwens voorzitter van die werkgroep — toch een en ander inzake omkadering werd tot stand gebracht. Immers, wij gingen ervan uit dat er op taalgebied iets diende te gebeuren. Op verzoek van de werkgroep en onder uw voor-

zitterschap, mijnheer Beysen, werd door wijlen Daniël Coens een initiatief genomen. Wanneer u dus beweert, mijnheer Beysen, dat er met deze verslagen niets gebeurt dan neemt u een loopje met de waarheid. Eerstdaags zal deze werkgroep van de Vlaamse Raad opnieuw bijeenkomen om de thematiek te bepalen voor een volgende stap, niet enkel omdat wij erover willen discussiëren, maar ook omdat wij zeer concreet iets „on the field” willen realiseren.

Om die reden meenden die nuttige idioten — ik ben gelukkig tot hun groep te behoren — dat een Centrum voor etnische gelijkheid moet blijven voortbestaan.

— *Voorzitter : de heer Flamant, eerste ondervoorzitter*

Wij zijn van oordeel dat er op een zo serieuze mogelijk manier over die zaak moet kunnen worden gesproken. In een tijd van racisme, dat inderdaad door sommigen wordt aangewakkerd, kan men niet op basis van een zekere emotionaliteit over dergelijke thema's discussiëren maar wel van een studie.

Ook ik heb het zeventig punten programma gelezen. Als Vlaming ben ik beschaamd dat zo iets door volksgenoten naar voren kan worden gebracht. Ik zal dit programma bestrijden zo goed ik kan. Bij partijen die theorieën van die aard verkondigen, die racisme in hun schild voeren, stel ik mij toch enkele vragen. (*Protest bij het Vlaams Blok*)

Meer en meer maak ik mij de bedenking of dit allemaal wel kan in een democratisch Vlaanderen. Willen wij dit passief ondergaan? Ik in geen geval! Zoals de heer Dhoore het heeft geformuleerd, zijn wij verplicht een signaal te geven naar onze bevolking én naar het buitenland toe.

Onlangs was ik in Nederland en toen men vernam dat ik van de provincie Antwerpen afkomstig was, volgde er een zodanige reactie dat ik haast verlegen was om Vlaming te zijn. Daar kon men niet begrijpen dat in Vlaan-

deren door bepaalde groepen dergelijke theorieën worden verkondigd.

Ter zake neem ik geen blad voor de mond. Ik zeg wat ik te zeggen heb en ik noem die partijen, die het racisme verkondigen, met naam en toenaam.

Geachte collega's, het asielrecht moet vanzelfsprekend blijven bestaan, wij zijn immers een gastvrij land. Toch moeten wij ook duidelijk durven zeggen dat wij moeten optreden tegen de hier aanwezige illegalen.

Als er een onevenwicht ontstaat, krijgt men spanningen. Ik geef een voorbeeld. Een Roemeens gezin kreeg in Mol een huis toegewezen. Binnen een tijdsspanne van drie, vier weken woonden in dat huis vijfendertig Roemenen. Zo iets kan niet — omdat er op die manier een abnormale situatie wordt gecreëerd die wrevel verwekt in een wijk. De politici moeten de moed hebben om te zeggen dat zo iets niet kan. Men heeft niet alleen rechten maar ook plichten. Wij kunnen niet boven een bepaalde limiet gaan zonder daarbij onze eigen bevolking voor een deel te raken.

Tot besluit wens ik u erop te wijzen dat ik fier ben dit wetsvoorstel mede te hebben ondertekend. Het geeft een duidelijk signaal naar onze bevolking en naar het buitenland toe. Ik kijk dan ook met veel respect naar de heer Dhoore, die de grote motor achter dit voorstel is geweest.

Le président : La parole est à M. Simons.

M. Simons (ECOLO-AGALEV) : Monsieur le président, madame la ministre, chers collègues, je pense que la véhémence de M. Slegx nous montre qu'il existe quand même, en Flandre, une résistance intellectuelle. Nous avons peu l'habitude, dans notre partie du pays, d'entendre de pareils discours. Ils nous rassurent.

Cela rend hommage, non pas uniquement à Agalev dont je connais la position politique, mais à des mem-

Simons

bres d'autres partis dont certaines franges demandent manifestement autre chose. On voit que des responsables de ces partis sont aujourd'hui capables de monter à la tribune — M. Dhoore ou M. Sleenx — pour venir dire : „Nous avons un autre langage. La Flandre n'est pas uniquement ce que veut laisser entendre aujourd'hui une certaine presse où l'on s'appuie surtout sur les images percutantes et le sensationnel.” Mais je ne suis pas un romantique et ne possède pas la verve oratoire emportée de M. Annemans. Je suis un francophone cartésien : je défends des arguments. Cette méthode produit moins d'applaudissements qu'un appel aux sentiments.

A l'heure de l'Europe des nationalismes qui ressurgissent partout, y compris dans notre pays, il est heureux de constater que des pays peuvent encore prendre des dispositions démocratiques, telle celle que nous proposons.

Bien sûr, ce centre n'est pas une panacée : il ne résoudra pas tous les problèmes. C'est pour les libéraux que je le dis, non pour le Vlaams Blok. C'est un outil, parmi d'autres, qui permet de travailler sur le dossier dont il est question.

Nous avons réfléchi à partir des textes des commissaires royaux. C'était une bonne base de débats puisque nous avons abouti, avec le dépôt d'amendements, en collaboration avec le gouvernement et des partis de l'opposition : le groupe Rossem et les écologistes notamment.

Nous avons lu les amendements envoyés par Mme Delcourt et son association : ils sont intéressants, tout comme d'autres qui nous sont parvenus.

Je pense qu'il est préférable de laisser au Sénat la possibilité de débattre de tout cela, sereinement, en commission, pour reprendre le débat ici par la suite.

Je veux féliciter les commissaires royaux, autant Mme D'Hondt que

M. Vinikas, pour la crédibilité du travail accompli. Nous savons que M. Vinikas était originaire socialement des travaux sur l'immigration, mais nous avons critiqué la nomination de Mme Paula D'Hondt à l'époque : je reviens aujourd'hui sur cette critique. Elle a travaillé sereinement. Comme elle est membre d'un parti où le débat était largement ouvert et difficile, je pense qu'elle est arrivée à convaincre toute une partie du CVP. Elle a vu la réalité sur le terrain et s'est dit qu'il était temps de militer pour une égalité, étant donné que notre société est de plus en plus duale entre les citoyens originaires de l'immigration et ceux d'origine belge.

Le travail des commissaires royaux, effectué avec peu de moyens et de personnel, est exemplaire. Ma seule critique est celle-ci : parmi la quantité de propositions, nous n'avons pu cibler les plus importantes qu'ils désiraient voir discuter. Nous pouvons aujourd'hui y mettre de l'ordre et déterminer les urgences.

Je plaide à nouveau pour l'égalité sociale totale entre les ressortissants belges et étrangers. Je pense ici à la fonction publique : comme le dit la directive européenne, les étrangers doivent avoir accès à cette fonction, pas uniquement en tant que CST ou en bénéficiant d'un sous-statut mais avec un statut à part entière dans pratiquement toutes les responsabilités sauf, il est vrai, dans celles qui garantissent l'équilibre de l'Etat. C'est ce que prévoit la directive européenne et, à ce propos, les réponses des ministres et plus particulièrement celles de M. Tobback ne me satisfont pas. Je n'ai plus interrogé à ce sujet l'actuel ministre des PTT, mais ce que déclarait en cette matière M. Colla ne me donnait aucune satisfaction. La majorité de cette assemblée n'a pas changé et elle se plaît à répondre invariablement à nos questions „nous verrons plus tard”, „nous ne pouvons agir aujourd'hui”, ou que seuls des postes subalternes seront ouverts, ce qui n'est pas raisonnable, car il convient

de respecter l'esprit réel de la norme européenne.

Enfin, quelques-uns d'entre nous dont M. Grimberghs ont évoqué l'importance des peines lors de violations de la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer les actes de racisme. Nous sommes convenus de ne pas inclure cette matière dans la loi en discussion car cela aurait ouvert un débat complémentaire important. Toutefois, les propositions introduites par M. Hartman au Sénat sont intéressantes. A mon avis, ces peines doivent être augmentées et il faut que le ministre de la Justice lance un appel aux Parquets à qui il appartient de poursuivre les actes commis. En effet, il est bien évident que le racisme n'est pas une opinion mais bien un délit. Cependant, exprimer des positions politiques contre l'intégration ne constitue pas un délit mais une opinion, que je ne partage pas, mais, en tant que représentant d'un parti démocratique, il me paraît indispensable de laisser la parole à ceux qui font de telles déclarations, même si je ne suis pas de cet avis. Je demande à ceux qui en ont l'habitude de cesser de faire de l'amalgame en se disant accusés d'être racistes quand nous déclarons que le racisme est un délit.

Le fait de vouloir changer certaines lois n'est pas un délit mais une opinion, qu'en l'occurrence je ne partage pas. Mais cette théorie cartésienne et voltairienne révèle que la liberté d'expression est toujours d'application dans un pays démocratique où les valeurs de base doivent être défendues, même si quelques loups hurlent des propos que nous n'acceptons pas.

Tout comme en commission j'insiste ici, en me permettant de me tourner vers madame la ministre dont c'est la compétence, sur le fait que les communes et les CPAS ont l'obligation de respecter les lois, y compris les lois d'équilibre et les lois de garantie des droits des étrangers. Vous savez que tel n'est pas le cas ! Nous savons tous que, contre toute légalité, existe la non-inscription de

Simons

personnes étrangères dans certaines communes. La possibilité existe aujourd'hui pour cinq communes, Liège n'étant plus visé par cette mesure, de ne pas inscrire les étrangers, ce que je trouve inacceptable. Mais, si l'on s'en tient strictement à cette loi, cette latitude existe pour les cinq communes dont j'ai parlé, alors que l'obligation d'inscription existe pour les autres. En ce qui concerne les CPAS, le droit social doit être accordé à toutes les personnes, quelle que soit leur nationalité. Encore une mesure qui n'est pas appliquée ! J'insiste auprès du gouvernement pour qu'il fasse appliquer les lois, car c'est essentiel. Je pense ici à la commune dont je suis originaire, Koekelberg, où la non-inscription des étrangers n'est pas autorisée et où pourtant on ne les inscrit pas, mesure contre laquelle il n'y a pas de recours possible et qui pourtant est illégale. Inévitablement cela entraîne la préense „d'illégaux” et on se demande comment suivre les dossiers de ces étrangers que l'on a obligés de vivre dans l'illégalité puisqu'on ne veut les inscrire nulle part ! Cela pose le problème du droit social car, lorsqu'ils solliciteront une aide sociale on ne pourra la leur attribuer car ils sont „illégaux” alors qu'ils ne demandent qu'à être inscrits dans les registres de la commune. Je demande donc que le gouvernement fasse preuve de fermeté à l'égard des communes qui ne respectent pas la loi. C'est une mesure essentielle si l'on veut réussir dans la voie que l'on se trace, cela fait partie du processus. C'est le pouvoir chargé de l'accueil des étrangers qui doit, le premier, respecter la loi. Il est trop facile d'essayer de prendre en considération la directive européenne tout en tentant de favoriser les intérêts de la commune. Ce qu'il faut c'est, ici comme pour toutes les lois, faire preuve de rigidité dans le respect des mesures imposées et ne pas épargner les pouvoirs publics qui ne s'y conforment pas.

Je ne reprendrai pas les arguments qui ont été évoqués par ceux qui m'ont précédé à cette tribune au su-

jet des articles, M. Tant en tant que rapporteur et MM. Dhoore et Grimberghs en tant qu'intervenants s'en sont chargés. Je rejoins leurs points de vue et je suis heureux de l'initiative qu'ont prise deux groupes d'introduire cette proposition de loi, le groupe des jeunes élus contre l'intolérance et le racisme du côté francophone — je le souligne bien volontiers — et les néerlandophones qui, autour de M. Dhoore, ont oeuvré dans le même sens.

C'est une façon de dire que les idiots n'ont pas toujours tort et, qu'au moins, ils sont majoritaires. Cela peut rassurer ceux qui avaient envie de rire. Je dirai aux libéraux qui s'opposent à cette proposition que le coût n'est pas un argument. Bien sûr, cela représentera un certain coût. Mais quel est le coût de la non intégration ? Quel est le coût de ne rien faire, de ne pas tenter de réussir une amélioration ? C'est un argument démagogique qui ne peut pas porter sur le fond. Je leur demande donc d'y réfléchir. De plus, nous ne sommes pas si pauvres. Notre pays dispose quand même des moyens de rencontrer les points essentiels qui font l'objet de notre débat.

Nous sommes pour l'égalité. Ce centre constitue un moyen. C'est un pari positif qu'il faut tenter.

Et je lance à cet égard un appel aux libéraux, parti démocratique. Je leur demande de ne pas joindre leurs voix à celles de l'extrême droite en ce qui concerne un dossier aussi symbolique que celui-ci. M. Beysen a dit qu'il s'agissait d'une mesure positive, qu'il était pour l'égalité mais que l'outil ne lui paraissait pas valable. Je peux le comprendre. Mais si, comme M. Beysen, les libéraux sont d'accord sur le fond idéologique selon lequel il doit y avoir égalité, intégration, sur le fait que les personnes concernées ne partiront pas parce qu'il s'agit d'une réalité sociale et, même s'ils estiment l'outil insuffisant, imparfait ou trop coûteux, qu'ils le disent tout en reconnaissant

que ce n'est qu'un outil, un pari. Si nous ne mettons pas un certain nombre d'outils à notre disposition pour réussir l'intégration telle qu'elle a été définie clairement et justement par le Commissariat royal, nous n'arriverons à rien. Je leur demande donc de faire confiance à cet outil au moins en s'abstenant, se montrant ainsi collaborateurs d'un régime démocratique, tout en indiquant qu'ils estiment l'outil imparfait ...
(Interruption sur les bancs du Vlaams Blok)

Oui, je suis un collaborateur du régime démocratique. Je préfère être collaborateur d'un régime tel que celui-là que d'un régime qui ne serait pas démocratique et que certains veulent nous imposer. Je suis un collaborateur du régime et cela ne me gêne pas. Ce qui me gêne, c'est que des personnes ont envie de changer de régime. Quelle importance peut-il y avoir à être collaborateur d'un régime démocratique, quel aspect négatif peut-il y avoir à cela ? Je suis un collaborateur de ce régime démocratique parce que c'est encore la meilleure formule qu'on ait trouvée. On peut donc signer cette proposition avec des partis démocratiques avec lesquels on n'est pas d'accord sur tout. Si on l'était, on adhérerait à leur parti ! C'est le débat démocratique, le débat d'une assemblée où l'échange d'arguments est une construction intellectuelle, où on respecte les différences d'opinions qui peuvent s'harmoniser pour élaborer une loi. C'est le débat démocratique auquel j'entends participer. Je demande aux libéraux de réfléchir pour y participer, aujourd'hui, sur ce point que certains partis minoritaires ont tendance à transformer en débat symbolique sur l'immigration. Tous les partis démocratiques, dans notre régime démocratiques doivent, aujourd'hui, se serrer les coudes.

C'est le seul appel que je puisse encore lancer avant les votes de demain.

Le président : La parole est à M. Mayeur.

M. Mayeur (PS) : Monsieur le président, madame la ministre, chers collègues, je me réjouis, comme ceux qui m'ont précédé, de ce que cette proposition d'origine parlementaire aboutisse. Il faut souligner que la discussion s'est déroulée en étroite collaboration avec le gouvernement ; l'entente fut bonne quant à l'amélioration du texte et le choix des amendements. Selon nous, ce point est important car l'appui du gouvernement à cette proposition garantit sa mise en oeuvre et cela nous semble essentiel.

L'important travail du Commissariat royal doit être poursuivi après mars 1993. Mais je suis d'accord avec M. Dhoore lorsqu'il dit qu'il doit être poursuivi sous d'autres formes. C'est le sens de cette proposition. En fait, il s'agit de créer une autorité morale, un recours éthique pour toute personne souffrant de discrimination dans ce pays.

Le centre travaillera sous la compétence du Premier ministre ; la dimension fédérale sera donc maintenue dans ses missions et dans sa composition. Tous les niveaux de pouvoir peuvent ainsi agir pour enrayer les discriminations qui peuvent exister, notamment dans l'enseignement, le logement, l'emploi, etc.

Le centre pourra ester en justice. Je ne reviendrai pas sur ce point ; d'autres collègues sont intervenus pour le développer. Le gouvernement a d'ailleurs introduit un amendement à ce sujet et nous l'approuvons entièrement. Le centre doit être capable d'ester en justice dans le cadre de la loi Moureaux condamnant les actes de racisme et de xénophobie.

Faut-il répondre aux propos de l'extrême-droite ? Je pense qu'il faut leur dire qu'ils mentent ; même s'ils interviennent avec fureur, il faut clamer que leurs affirmations sont fausses. Tout d'abord, ce n'est pas le Vlaams Blok qui a créé le Commissariat royal à la politique des immigrés. Il existait avant la création de ce parti. En quelque sorte, selon certains il faut remercier le Commis-

sariat royal d'avoir créé le Vlaams Blok ! Je ne partage évidemment pas ce point de vue, mais il ne faut pas nier l'Histoire ; ce serait une dérive dangereuse. En tout cas, le Commissariat royal existait avant vous. (*Protestations du Vlaams Blok*) Mais il est certain qu'on associe la lutte contre le racisme à la lutte contre le Vlaams Blok. Ceci pour une raison évidente : si le racisme est une sorte de maladie sociale, j'ai le sentiment que le Vlaams Blok constitue l'éruption, le chancre, le bouton purulent qui révèle cette maladie sociale. Il faut donc la soigner. Je pense qu'effectivement, vous représentez ce qu'il y a de plus négatif dans notre société. (*Rires moqueurs du Vlaams Blok*) Et il faut donc réagir. En fait, la dérive dépasse même le racisme lorsque M. Dewinter entame son discours en disant que nous n'avons pas besoin de Paula D'Hondt et poursuit en prétendant que nous n'avons pas besoin non plus d'Anne Frank ...

De heer Van den Eynde (VL.BLOK) : Dat heeft hij nooit gezegd.

M. Mayeur (PS) : Vous continuez de nier l'Histoire. C'est une dérive qui révèle votre véritable visage : vous êtes effectivement des néonazis qu'il faut combattre par tous les moyens. (*Vives protestations du VL.BLOK*) Une chose m'inquiète pourtant, la Constitution protège le parlementaire dans sa libre expression. C'est une nécessité et cette garantie doit être maintenue et sauvegardée. Mais le Vlaams Blok et ses parlementaires peuvent-ils pour autant se placer au-dessus des lois en proférant des propos racistes, en contradiction avec la loi Moureaux condamnant le racisme et la xénophobie ? Pouvez-vous vous permettre plus que les citoyens belges normaux qui, eux, peuvent être condamnés si le Parquet les poursuit pour de tels actes de racisme et de xénophobie ? (*Vives protestations du VL.BLOK*) Vous utilisez la démocratie comme marche-pied d'une idéologie nauséabonde. C'est un scandale. Je défends le principe

constitutionnel, mais je m'interroge énormément à votre propos.

Quant à M. Beysen, il a parlé de cohabitation et a dit que tous les projets allant dans ce sens, comme notamment la création de ce centre, donnaient l'impression que les immigrés étaient favorisés au détriment des Belges les plus démunis. Cette déclaration est évidemment fausse quant au fond et il le sait. Nous bénéficions d'un régime de sécurité sociale auquel d'ailleurs le PS attache beaucoup d'importance et qui constitue une défense efficace en faveur des plus démunis. Mme Onkelinx, ici présente, vient de déposer un programme d'urgence de lutte contre la pauvreté. Il est donc évident que les pouvoirs publics s'attachent à aplanir toutes les difficultés sociales rencontrées par la population belge et non-belge vivant en Belgique. Il est exact cependant que cette impression existe. Notre rôle est précisément de lever cette ambiguïté ; nous ne pouvons pas permettre que l'on dise que nous aidons davantage les étrangers que les Belges car ce n'est pas vrai.

Ce qui est vrai, c'est qu'il y a des gens qui, en plus de difficultés sociales, économiques et culturelles, souffrent de discriminations dues à leur nationalité, leur origine ethnique ou religieuse.

Il s'agit d'un surplus aux problèmes socio-économiques. C'est là que réside l'utilité du centre pour l'égalité ethnique. Il faut permettre aux gens qui souffrent de discriminations supplémentaires d'avoir un recours, de pouvoir s'adresser à une instance officielle, morale, reconnue, pour les aider à rencontrer ces problèmes.

Je souscris aux propos adressés aux partis libéraux par mon collègue, M. Simons : ne vous associez pas à l'extrême-droite !

Ses membres rejettent ce projet pour des raisons diamétralement opposées aux vôtres. Donc, soutenez ce projet ou abstenez-vous. Mais en tous cas, n'associez pas vos voix à celles de gens qui utilisent tout ce

Mayeur

qui leur permettra d'asseoir un régime qui réglera — définitivement peut-être — un tas de problèmes ! C'est d'ailleurs ce caractère définitif qui me fait espérer que ce régime ne verra jamais le jour !

De heer **Van den Eynde** (VL.BLOK) : Mijnheer de voorzitter, ik vraag het woord voor een persoonlijk feit.

De **voorzitter** : Mijnheer Van den Eynde, uw naam werd niet vermeld. Er is dus geen persoonlijk feit. (*Onderbrekingen door het Vlaams Blok*)

Collega's, tracht een dergelijk debat toch in sereniteit te voeren. Iedereen heeft er belang bij.

De heer **Van Rossem** (Onafhankelijk) : Mijnheer Van den Eynde, dat was geen beschuldiging, maar een vaststelling.

De **voorzitter** : Ik wil niet dat dit debat hier ontaardt in een scheldpartij. Niemand is daarmee gediend.

De heer **Olaerts** heeft het woord.

De heer **Olaerts** (VU) : Mijnheer de voorzitter, geachte collega's, wij zullen inderdaad het wetsvoorstel tot oprichting van een Centrum voor etnische gelijkheid degelijk op zijn waarden onderzoeken.

Het is natuurlijk zo dat orde op zaken stellen, in het maatschappelijk bestel, voor iedereen zo min mogelijk in een éénrichtingsverkeer en met dergelijke transfers dient te geschieden.

Persoonlijk ben ik van mening dat de migrantenpolitiek vooral in Europees verband dient te worden bekeken maar dan zeker niet op de wijze van Le Pen.

Ik wens kort en duidelijk te zeggen dat niemand onze rekening hoeft te maken. Men moet ook van de migranten geen „nuttige idioten” maken. Er zijn er hier die steeds hetzelfde liedje zingen, maar met steeds meer strofen. Het zijn mensen die de

migranten als publicitair en commercieel waspoeder gebruiken. Het gaat hier dan wel om een heel bijzonder soort waspoeder, met name een waspoeder dat anderen zwart maakt.

Bovendien is het zo dat ik geen 70 punten nodig heb om u ter zake van antwoord te dienen. Het is toch merkwaardig dat er hier blijkbaar mensen zijn die heel vies zijn van de migranten, maar wel op hun nek in het Parlement willen geraken !

De **voorzitter** : De heer Van Rossem heeft het woord.

De heer **Van Rossem** (Onafhankelijk) : Mijnheer de voorzitter, mevrouw de minister, geachte collega's, ik wens vooraf aan het Vlaams Blok te zeggen dat het immoreel zou zijn het wetsvoorstel niet te steunen. Immers, het wetsvoorstel is mee ondertekend door Jan Decorte. Zijn handtekening onder dat wetsvoorstel plaatsen is absoluut het enige dat Jan Decorte in 12 maanden parlementaire activiteit heeft gedaan. Dat heeft de Belgische staat 2 miljoen frank gekost. Omdat het voor Jan Decorte moeilijk was om te ondertekenen heeft hij zijn echtgenote tot secretaresse benoemd en dat heeft de Staat nog eens een half miljoen gekost.

Dat wil dus zeggen dat, heren van het Vlaams Blok, indien u dat niet steunt, u ermee instemt dat de Belgische Staat, die moet bezuinigen, 2,5 miljoen verkwanselt voor een handtekening die niet zal gelden. In het kader van de bezuinigingsoperatie vraag ik aan het Vlaams Blok om dit voorstel dus te steunen.

Ook voor een tweede argument richt ik mij tot het Vlaams Blok. Als ik de heer Dewinter hoor spreken ben ik beschaamd een Vlaming te zijn.

Uw partij doet niets anders dan haat zaaien. Ik heb aan een paar debatten met u deelgenomen. U doet niets anders dan de laagste categorieën van de bevolking, mensen die niet gestudeerd hebben en die gemakkelijk te beïnvloeden zijn, voortdurend te overtuigen dat er een immens pro-

bleem bestaat, met name het probleem van de vreemdelingen.

Bij analyse van dat probleem moet u steeds terugkomen op al die Marokkanen en Turken die misdaden plegen. In België zijn er 908.000 vreemdelingen, waarvan slechts 255.000 van Magrebinse oorsprong. U komt eeuwig aandraven met de formuleringen als zouden deze mensen zich niet aan onze cultuur aanpassen, en misdaden plegen. Er zitten op dit ogenblik 887 Magrebijnen in de gevangenis. Moet u daarvoor een partij creëren en een programma maken ? U trekt voortdurend alles uit zijn context. De heer Olaerts heeft het zeer juist gezegd dat u hier zit omdat er vreemdelingen zijn. Degenen die u bestrijdt zijn eigenlijk het politieke waspoeder waardoor u hier zit.

Wij zouden — ik begrijp niet dat dat niet gebeurt — artikel 228 van de Grondwet moeten wijzigen en de volgende bepaling opnemen : „Eenieder die durft een wetsvoorstel, — ontwerp of een wetkrachtige akte in te dienen, waarin wordt gepleit voor collectieve verwijderingsmaatregelen, moet gewoon uit het parlement worden verwijderd”.

Het is naïef ons als democraten op te stellen en u te laten praten. Zulke soort mensen zijn gevaarlijk voor de samenleving. Zij zaaien haat in de samenleving en ik hoop dat deze assemblee middelen vindt en wetteksten kan uitdokteren om hieraan een einde te maken.

De **voorzitter** : De algemene bespreking is gesloten. Wij vatten de artikelsgewijze bespreking aan. La discussion générale est close. Nous passons à la discussion des articles.

Artikel 1 wordt zonder opmerkingen aangenomen. L'article 1 est adopté sans observation.

A l'article 2 un amendement n° 16 a été déposé par M. Maingain (339/7). Op artikel 2 werd een amendement

président

nr. 16 ingediend door de heer Main-
gain (339/7).

Quelqu'un demande-t-il la parole ?
(Non)

Vraagt iemand het woord ? (Neen)

L'amendement et l'article 2 sont
réservés.

Het amendement en artikel 2 wor-
den aangehouden.

Les articles 3 à 7 sont adoptés sans
observation.

De artikelen 3 tot 7 worden zonder
opmerkingen aangenomen.

La discussion des articles est close.
Les votes auront lieu demain.

De bespreking van de artikelen is
gesloten. De stemmingen zullen
morgen plaats hebben.

De vergadering is gesloten.

La séance est levée.

— De vergadering wordt gesloten om

13.10 uur. Volgende plenaire verga-
dering om 14.00 uur.

— La séance est levée à 13.10 heures.
Prochaine séance plénière à 14.00
heures.

